



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

8797^e séance

Mardi 15 juin 2021, à 10 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Auväärt	(Estonie)
<i>Membres :</i>	Chine	M. Geng Shuang
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M ^{me} Broadhurst Estival
	Inde	M. Raguttahalli
	Irlande	M ^{me} Byrne Nason
	Kenya	M ^{me} Toroitich
	Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
	Niger	M. Abarry
	Norvège	M ^{me} Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} King
	Tunisie	M. Ladeb
	Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; et M^{me} Najiba Al Naggar, membre fondateur et Directrice des programmes de SOS Center for Youth Capabilities Development.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Conseil de sécurité, du privilège qui a été le mien de servir en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen au cours des trois dernières années. Ce sera mon dernier exposé au Conseil en cette qualité. Je voudrais ajouter que je suis également particulièrement reconnaissant au Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour de la confiance qu'il m'a accordée dans le cadre de cette mission.

L'ONU qualifie depuis longtemps le Yémen comme étant la pire crise humanitaire causée par l'homme, comme l'a si bien dit Mark Lowcock au cours de ces nombreux derniers mois. Je tiens à souligner l'expression « causée par l'homme » dans cette assertion. Mettre fin à une guerre relève d'un choix. Les hommes, les femmes et les enfants yéménites souffrent au quotidien, parce que les personnes au pouvoir ont laissé passer les occasions qui leur étaient offertes de faire les concessions nécessaires pour mettre fin à la guerre. En conséquence, les Yéménites sont contraints de vivre dans la violence, l'insécurité et la peur, avec des restrictions à leur liberté de circulation et à leur liberté d'expression. Le plus tragique peut-être, c'est que voyons les espoirs d'une génération de jeunes Yéménites et leurs aspirations à un avenir pacifique être réduits à néant.

Aucune quantité d'aide humanitaire ne saurait se substituer à l'espoir d'un avenir meilleur. Seul un règlement politique négocié peut véritablement inverser le cours des choses au Yémen. Ce qu'il faut, c'est un règlement politique qui mette fin à la guerre et instaure une paix juste et durable. Les parties au conflit doivent avoir le courage et la volonté de choisir cette voie plutôt que de poursuivre le conflit. Au cours des trois dernières années de ma mission au Yémen, nous avons offert aux parties de nombreuses occasions de le faire, mais en vain. Un médiateur n'est pas responsable de la guerre ou de la paix. Son privilège n'est pas d'avoir le pouvoir de mettre fin à la guerre, bien qu'on ait tendance à croire le contraire. Le privilège du médiateur est de présenter aux parties les moyens de mettre fin à la guerre, et une fois encore, dans ce cas, en vain jusqu'à présent.

Je tiens à remercier les membres du Conseil, unis dans la détermination qu'ils ont affichée à l'égard du Yémen, et en particulier les États-Unis ainsi que le Royaume d'Arabie saoudite, le Sultanat d'Oman et d'autres, pour leur soutien diplomatique inlassable et la puissance de feu diplomatique considérable qu'ils ont engagée à l'appui de nos efforts dans ce dernier cycle de médiation. La volonté n'a pas manqué, les efforts non plus.

Dans ce contexte, je voudrais évoquer les négociations en cours. Comme les membres le savent, depuis un an et demi, j'ai effectué plusieurs séries de navettes diplomatiques entre les parties sur des questions que j'ai souvent décrites au Conseil et que je n'ai pas besoin de répéter ici aujourd'hui. J'ai le profond regret d'annoncer aujourd'hui que les parties n'ont toujours pas surmonté leurs différends. Je voudrais redire clairement aux membres du Conseil les positions des parties, telles que je les comprends, dans l'intérêt de l'histoire, à défaut d'autre chose.

Ansar Allah insiste sur un accord autonome sur les ports de Hodeïda et l'aéroport de Sanaa comme condition préalable à un cessez-le-feu et au lancement du processus politique. Au cours de ma récente et utile rencontre avec le chef d'Ansar Allah, Abdelmalik Al-Houthi, à Sanaa, il m'a dit que ce n'est qu'après la mise en œuvre d'un accord sur les ports et l'aéroport qu'Ansar Allah entamerait des négociations sur un cessez-le-feu. Cela n'a pas suffi. Le Gouvernement yéménite, pour sa part, comme nous le savons bien, a insisté pour que toutes ces questions, les ports, l'aéroport, le cessez-le-feu et le lancement du processus politique, fassent l'objet d'un accord et soient mises en œuvre comme un tout, l'accent étant mis en particulier sur le début du

cessez-le-feu. Nous avons proposé différentes solutions pour rapprocher ces positions. Hélas, à ce jour, aucune d'entre elles n'a été acceptée. J'espère sincèrement, comme nous tous, j'en suis sûr, que les efforts entrepris par le Sultanat d'Oman en particulier, ainsi que par d'autres, à la suite de mes déplacements à Sanaa et à Riyad, porteront leurs fruits et que nous verrons bientôt un nouveau chapitre s'ouvrir pour le Yémen.

Je tiens à souligner, comme si cela était encore nécessaire, qu'un cessez-le-feu national aurait une valeur humanitaire indéniable : c'est un acte humanitaire que d'accepter de mettre en place un cessez-le-feu. Cela permettrait de faire taire les armes, d'ouvrir des routes vitales, notamment à Mareb, à Taëz et ailleurs, et de redonner un certain sentiment de sécurité au peuple yéménite, en particulier aux civils vivant près des multiples lignes de front au Yémen. Il me faut ajouter que Mareb n'est qu'un front parmi tant d'autres, mais le nombre de jeunes vies interrompues là-bas au cours de l'année écoulée est honteux.

Je vais être clair, là encore : la fermeture continue de l'aéroport de Sanaa, tout comme les restrictions importantes sur l'entrée de carburant par les ports de Hodeïda sont injustifiables et il faut y remédier d'urgence. Il est d'ores et déjà très tard pour s'en occuper, comme M. Lowcock nous l'a rappelé à maintes reprises.

À Taëz, ville majestueuse au cœur du Yémen, les gens vivent depuis six ans sous le joug d'une guerre exténuante, et nous avons tous vu les nombreux témoignages de journalistes courageux sur la situation qui prévaut sur place. L'assassinat d'enfants est l'une des images qui me hante et me choque profondément – et je suis sûr que c'est le cas pour nous tous. Ces populations ont subi le bombardement régulier de leurs logements, de leurs lieux de culte et de leurs écoles – et se rendre à l'école est difficile, compte tenu des mines terrestres qui obstruent les routes pour y aller –, et elles se sont heurtées à des obstacles extraordinaires pour se rendre à leur travail, afin d'assurer les moyens d'une subsistance minimale pour leurs familles. Personne ne devrait avoir à vivre ainsi. C'est un déshonneur pour nous tous que les accords conclus à Stockholm sur Taëz n'aient donné aucun résultat – absolument aucun.

L'Accord de Stockholm comprenait l'Accord sur Hodeïda, un texte historique qui établissait un cessez-le-feu dans cette province côtière à l'emplacement stratégique. Il permettait la distribution de biens vitaux, notamment de nourriture, transitant par les ports de la mer Rouge, distribution qui avait été jusqu'alors

perturbée par l'instabilité des lignes de front. L'Accord sur Hodeïda, conclu à la fin de 2018, a également permis de réduire le nombre de morts et de blessés parmi les civils, et ce, de manière spectaculaire – jusqu'à 80 % si l'on compare les bilans avant et après la conclusion de l'Accord. Cela ne veut pas dire que des défis importants ne persistent pas à Hodeïda, comme nous le dira tout à l'heure le général de corps d'armée Abhijit Guha. Des violations du cessez-le-feu se produisent au quotidien. En outre, les progrès accomplis pour réactiver le Comité mixte de coordination du redéploiement, un maillon essentiel pour garantir le cessez-le-feu, sont bien sûr insuffisants depuis l'interruption du Comité en mars 2020, et ce, malgré les efforts inlassables du général Guha et de ses collègues à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda.

La guerre a également exacerbé les divisions dans les provinces du Sud. À plusieurs reprises, la situation sur place est passée dangereusement près d'un conflit total. Dans l'intérêt du processus de paix que nous discutons durant ces séances d'information mensuelles, et dans l'espoir de faire prévaloir une stabilité à plus long terme, le partenariat établi entre le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud, grâce aux efforts exceptionnels et constants du Royaume d'Arabie saoudite, doit impérativement perdurer. Assurément, la méfiance est profonde et il existe d'importantes divergences d'opinion en ce qui concerne l'avenir du Yémen. Mais la seule manière de sortir de ce borbier implique que les personnalités à la tête du Gouvernement yéménite et dudit Conseil s'engagent, comme ils l'ont fait dans le cadre de l'Accord de Riyad, à surmonter leurs divergences grâce au dialogue dès à présent, et grâce à des négociations politiques à plus long terme.

Je sais que je brosse un tableau sombre, mais je tiens également à souligner, par contraste, les accomplissements des Yéménites qui, comme le sait le Conseil et comme, j'en suis sûr, nous l'entendrons tout à l'heure de la bouche des intervenants, s'emploient au quotidien à rouvrir les routes et à libérer des prisonniers, quel que soit le statut de la médiation diplomatique entre leurs dirigeants. Les Yéménites ont formé des alliances et mené des initiatives allant de plateformes médiatiques non partisans jusqu'à la mobilisation, l'organisation et l'activisme de la société civile et des réseaux de sécurité communautaire. Ce sont là des efforts courageux et ils représentent l'espoir et l'avenir de ce pays merveilleux, qui connaît actuellement une situation tragique. Il est de notre devoir de les appuyer, de les écouter et de comprendre ceux qui les dirigent.

Je souhaite prendre un peu de recul et concentrer le reste de mes observations aujourd'hui sur les enseignements que j'essaie de tirer des trois dernières années de mon mandat.

L'histoire récente du Yémen est marquée par des opportunités manquées, puis perdues. Ce n'est pas que les occasions d'échapper au conflit ne soient pas fréquentes ou évidentes. Mais je tiens à être clair ; il s'agit là de décisions difficiles. Mettre fin à une guerre est une décision difficile, qui nécessite un leadership confiant et prêt à faire des concessions, lesquelles sont toujours indispensables dans le cadre des décisions à prendre pour passer de la guerre à la paix. C'est une lourde responsabilité. Au cours d'une vie passée à traiter de conflits de ce type, j'ai appris que, si les occasions de mettre fin à la guerre et d'avancer vers la paix sont certes souvent présentes, le courage nécessaire pour saisir ces occasions est, lui, beaucoup plus rare.

Le Yémen ne déroge pas à cette règle historique. Parfois, nous l'avons observé collectivement, les dirigeants ont été sur le point de faire le choix crucial de la paix plutôt que de la guerre, de faire taire les armes, d'entamer le dialogue. Nous avons été témoins de moments de compromis et de possibilité, comme à Stockholm il y a deux ans, ou lors des échanges de prisonniers – qui, d'ailleurs, ont souvent été plus efficaces encore lorsqu'ils étaient effectués par les populations elles-mêmes, sans notre participation –, ou encore avec la désescalade qui s'est produite de temps à autre sur les nombreux fronts du Yémen. Mais il arrive extrêmement fréquemment qu'une partie soit prête à faire des compromis alors que l'autre ne l'est pas. Dans l'intervalle, les polémiques émanant des médias sociaux et des exégètes au Yémen ou en provenance du Yémen, en se déchaînant contre l'ennemi, contre « l'autre », noient les voix de ces femmes, de ces hommes et de ces enfants qui, tous, comme nous tous, choisissent la paix au quotidien.

Le plus frustrant, durant mon mandat d'Envoyé spécial, a été le manque de pourparlers de paix globaux. Naturellement, j'ai souligné à maintes reprises la primauté et l'importance d'un processus politique pour négocier les questions fondamentales de politique et de sécurité qu'il fallait régler pour mettre fin à la guerre et assurer la paix. Je me suis rendu au Koweït il y a quelques jours, et cela m'a rappelé que la dernière fois que les parties se sont réunies pour discuter de ces questions, c'était précisément au Koweït, en 2016 – il y a cinq ans. Un tel intervalle est profondément choquant, cela va sans dire.

Le Yémen a besoin d'un processus et, en l'occurrence, d'un règlement politique sans exclusive, si nous voulons dépasser les cycles de violence et de conflit qui ont précédé cette guerre de cinq ans. Le dialogue, dont nous espérons qu'il commencera bientôt, pourrait durer longtemps. Il est voué à être complexe et à plusieurs niveaux. Il doit aider les Yéménites à identifier les éléments d'un règlement pacifique. Les principes directeurs de cette vision – comme nous en avons discuté ici-même, dans cette salle – sont déjà clairs : partenariat politique, gouvernance responsable, souveraineté, justice économique et sociale, et égalité de citoyenneté.

Un règlement politique devra refléter les intérêts des diverses parties au conflit. Il doit garantir les droits et les intérêts des personnes les plus affectées par le conflit, et non uniquement de celles qui le perpétuent et le dirigent. Mes échanges avec la société civile yéménite, avec les femmes, les dirigeants et mouvements locaux, et les jeunes, au cours de ces dernières années, n'ont assurément pas été aussi fréquents qu'ils auraient dû l'être, mais ils ont toujours revêtu la plus haute importance pour moi et mes collègues. Ces acteurs, ces champions de la paix sont les partenaires incontournables dont nous avons besoin pour élaborer cette feuille de route qui mène à la paix au Yémen.

Le temps joue contre le Yémen. Depuis le début du conflit, les acteurs armés et politiques se sont multipliés et fragmentés. Les ingérences étrangères se sont intensifiées, et non le contraire. Ce qui était possible en termes de règlement du conflit il y a plusieurs années ne l'est plus aujourd'hui, et ce qui est possible aujourd'hui pourrait ne plus l'être à l'avenir. Il me semble possible qu'une conversation ou un processus international ait besoin de réitérer les objectifs réalistes des négociations.

Enfin, durant la majeure partie de mon mandat, j'ai demandé aux parties de répondre, au moins, aux besoins humanitaires de leur population. Mais de véritables dirigeants ne s'arrêtent pas au bien-être immédiat des populations que les partis dirigent et représentent, ils garantissent les droits et l'avenir de leur peuple. Telle est la véritable bataille, et elle se profile à l'horizon.

Je ne m'inquiète pas tant du cessez-le-feu que de l'avenir. Je vais être clair : le Yémen doit bâtir un avenir pluraliste sur le plan politique, et notre processus politique doit en tenir compte de la manière la plus robuste et inclusive.

Nous savons très bien ce que désire le peuple yéménite. Ce n'est pas un secret. C'est précisément ce que le Conseil de sécurité affirme vouloir également : une stabilité basée sur les droits et la liberté. Pour assurer sa survie et le bien-être de ses citoyens, le Yémen a besoin d'un gouvernement qui rende des comptes à sa population et qui soit uni pour défendre les droits fondamentaux, et il a besoin d'une économie ouverte et prospère reliée à la région et à l'extérieur. Chaque jour que dure cette guerre – chaque jour que nous ne parvenons pas à ce cessez-le-feu –, l'avenir est de plus en plus menacé. Espérons, pour le bien du Yémen, mettre fin prochainement à cette guerre afin de pouvoir nous lancer dans la bataille finale et véritable, qui est bien sûr la bataille pour la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Je voulais commencer par dire que plusieurs semaines après avoir pris mes fonctions actuelles, en octobre 2017, je suis retourné au Yémen parce que je voulais voir par moi-même ce qu'il s'y passait et savoir comment le monde pourrait aider. À mon retour, j'ai décrit ce que j'ai vu, notamment au Conseil de sécurité : des bâtiments détruits par les bombes, des enfants mourant de faim, des familles entassées dans des tentes, des maladies en pleine expansion et une économie qui s'effondre. J'ai dit alors que la seule façon de mettre fin à toutes ces souffrances était de mettre un terme à la guerre. En attendant, j'ai fait remarquer que le monde pouvait aussi prendre d'autres mesures pour apporter une aide immédiate : une meilleure protection des civils, un accès renforcé pour les travailleurs humanitaires, plus d'argent pour les organismes d'aide et plus d'appui à l'économie yéménite. Ces cinq points doivent sembler familiers. Près de quatre ans plus tard, nos demandes restent les mêmes chaque mois.

Mais je croyais alors, comme je le crois encore aujourd'hui, qu'en agissant sur ces cinq questions, le monde pourrait faire une différence. Et au fil des ans, nous avons enregistré des victoires importantes. En 2018 et 2019, par exemple, nous avons évité une famine de grande ampleur. Certains signes avant-coureurs laissent penser que nous parviendrons peut-être à empêcher une grande famine cette année encore, même si je dois souligner qu'il est encore trop tôt pour en être sûr et que beaucoup dépend de ce qui se passera au cours des trois prochains mois.

Mais avoir frôlé deux fois en trois ans une famine de masse n'est pas un succès, même si le pire a été évité. C'est un échec. Des millions de Yéménites peuvent en témoigner. Leurs conditions de vie n'ont fait qu'empirer.

Il existe un large consensus sur ce qu'il faut faire, y compris au sein du Conseil de sécurité. Nous devons traduire ce consensus en actes. Cela signifie que tout le monde, en particulier les parties au conflit, doit agir sur les cinq points dont nous discutons depuis des années au Conseil de sécurité.

Commençons par la protection des civils. Chaque jour en moyenne, cinq civils au moins sont tués ou blessés du fait des hostilités au Yémen. Le mois de mai a été le plus meurtrier depuis le début de l'année, avec plus de 60 civils tués dans le pays. Le 10 juin, une attaque de missiles et de drones, apparemment lancée par les forces d'Ansar Allah, a frappé la ville de Mareb, faisant des dizaines de victimes civiles. Les explosions ont également endommagé une résidence voisine hébergeant des travailleurs humanitaires. L'offensive d'Ansar Allah à Mareb continue de représenter une menace directe pour des millions de personnes, dont plus d'un million de Yéménites qui ont fui leurs foyers et se sont réfugiés dans la ville et ses environs. Les frappes aériennes, les bombardements, les affrontements et autres incidents se sont également poursuivis dans d'autres régions du Yémen au cours du mois dernier, faisant des victimes civiles à Saada, Taëz, Hodeïda et ailleurs.

Les parties doivent s'efforcer, dans le cadre de leurs opérations militaires et en toutes circonstances, d'épargner les civils et les biens de caractère civil. Il faut également que les auteurs de violations graves aient à répondre de leurs actes. Et, comme je le dis depuis 2017, le Yémen a besoin d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, comme Martin Griffiths l'a évoqué dans son exposé.

Je voudrais également attirer une nouvelle fois l'attention sur le sort des migrants et des réfugiés, car un bateau transportant plus de 150 migrants a coulé hier au large de la côte sud du Yémen. Les sources locales indiquent que 25 corps ont déjà été rejetés sur le rivage et des dizaines de personnes sont toujours portées disparues. Les migrants et les réfugiés au Yémen sont confrontés à des conditions parmi les plus dangereuses au monde et ils ont besoin de plus d'aide.

Le point suivant est l'accès des travailleurs humanitaires. Les organisations humanitaires apportent désormais une aide à plus de 10 millions de personnes

chaque mois au Yémen, mais elles sont encore confrontées à de trop nombreux obstacles. La plupart des problèmes, mais pas tous, se concentrent dans les zones contrôlées par Ansar Allah. De hauts fonctionnaires représentant des donateurs et certains organismes ont débattu de toutes ces questions le 1^{er} juin, lors d'une importante réunion. Ils se sont félicités des progrès enregistrés pendant l'année écoulée sur des questions telles que les évaluations, l'approbation des projets et la biométrie. Toutefois, ils ont aussi indiqué clairement qu'il restait encore beaucoup à faire, notamment pour faciliter les évaluations futures, permettre aux travailleurs humanitaires de se déplacer sans restrictions excessives et adopter des directives générales pour accélérer l'approbation des projets, la délivrance des visas et les autres processus de routine.

Lorsque les organismes humanitaires ne peuvent pas faire ce qu'ils sont censés faire, il est logique que les financements et l'aide diminuent. Les parties, en particulier Ansar Allah, doivent faire davantage pour faciliter la tâche des organismes humanitaires. Cela convaincra les donateurs de maintenir leur financement tout au long de l'année.

Le prochain point que je voudrais aborder concerne le financement des opérations humanitaires. Depuis la réunion consacrée aux annonces de contributions tenue le 1^{er} mars, le financement du plan de réponse humanitaire est passé d'environ 15 % à 43 % aujourd'hui. Il s'agit là de progrès considérables, et je tiens à remercier les États-Unis, le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Allemagne, l'Union européenne et les autres pays qui ont apporté leur contribution.

À ce jour, dans l'ensemble, les opérations humanitaires reposent sur une meilleure assise financière. À partir de ce mois-ci, le Programme alimentaire mondial recommencera à distribuer des rations complètes aux 6 millions de personnes qui souffrent de faim dont l'aide avait été interrompue. Cependant, les ressources financières seront bientôt épuisées à nouveau. En août, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance réduira l'appui en carburant apporté aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement desservant 3,4 millions de personnes. En septembre, l'Organisation mondiale de la Santé cessera de fournir la gamme de services minimums de soins de santé à 6 millions de personnes. Les coupes vont s'intensifier. Les dangers que représentent la famine, les maladies, notamment la maladie à coronavirus, et les déplacements n'ont pas disparu, et si d'autres ressources financières ne sont pas mises à disposition, davantage de personnes mourront.

Je demande donc une fois de plus à tous les donateurs de verser immédiatement les contributions annoncées. Plus de 200 millions de dollars promis lors de la réunion de mars n'ont toujours pas été versés, y compris par certains des plus grands donateurs au Yémen. Je demande également aux donateurs d'accroître leur appui et de veiller à ce que les fonds soient distribués de manière équilibrée dans tous les secteurs où des activités doivent être financées.

En septembre, la Suède et la Suisse coorganiseront une réunion sur l'action humanitaire au Yémen en marge de l'Assemblée générale. Il s'agira d'une réunion de suivi à la conférence d'annonces de contributions tenue le 1^{er} mars, et il est vraiment important que les donateurs saisissent cette occasion pour accroître leur appui et expriment leurs intentions à cet égard ce jour-là.

Le prochain point concerne l'économie du Yémen, qui s'est effondrée en raison du conflit. C'est cet effondrement économique qui est à l'origine de bon nombre des besoins les plus graves, y compris le risque de famine.

Comme je l'ai souvent dit auparavant, les deux moyens les plus rapides de redresser l'économie consistent à lever les restrictions pesant sur les importations commerciales et à soutenir le taux de change. Pendant des années, le Conseil de sécurité a indiqué que les importations commerciales devaient pouvoir entrer dans tous les ports en quantités suffisantes. Cependant, ce n'est toujours pas le cas.

De janvier à mai, les importations de carburant à Hodeïda représentaient un cinquième – 20 % – du niveau enregistré l'année dernière, à la même période. En conséquence, le prix du carburant a augmenté, ce qui entraîne une hausse du prix de la nourriture, de l'eau et de tous les autres produits, ainsi que des coupes dans les services essentiels.

L'augmentation des importations de carburant via Aden n'a pas compensé la hausse des prix. Le Gouvernement a récemment autorisé quatre pétroliers à entrer à Hodeïda. Tous avaient été préalablement approuvés par le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies. L'un d'entre eux attendait depuis plus de six mois l'autorisation du Gouvernement.

Ce cycle de pénuries et de répit partiel, d'étrangement puis de relâchement progressif, dure depuis un an en raison d'un différend concernant les recettes. Il est impératif que les parties règlent ce différend. Pour y parvenir, M. Griffiths a proposé d'innombrables idées

auxquelles il faut donner suite. La levée des restrictions sur les importations commerciales, ainsi que la non-ingérence dans le marché intérieur, aideraient des millions de personnes.

La deuxième mesure consiste à renforcer le taux de change, car il s'agit d'un facteur déterminant du pouvoir d'achat des citoyens. Le taux d'échange est actuellement d'environ 940 rials pour un dollar des États-Unis dans les zones contrôlées par le Gouvernement, un niveau historiquement bas. De plus, en mai, le prix du panier alimentaire a dépassé 55 000 rials, un record. Ces deux indicateurs sont liés. Plus le taux de change s'effondre, plus le prix des denrées alimentaires augmente. Il faut donc recourir à la méthode qui a fonctionné auparavant : l'injection de devises dans le système bancaire permettrait de stabiliser le rial et de faire baisser les prix. J'espère sincèrement que les partenaires du Yémen travailleront en étroite collaboration avec le Gouvernement pour y parvenir.

Enfin, je voudrais aborder la question des progrès accomplis sur la voie de la paix. J'appuie fermement tout ce que M. Griffiths vient de dire au Conseil. Les occasions de mettre fin à la guerre n'ont pas manqué. Cependant, les parties n'ont pas su les saisir. Comme je l'ai dit au début de mon exposé, j'appelle à un cessez-le-feu à l'échelle nationale depuis fin 2017. Cela permettrait de donner aux Yéménites un peu de répit face à la violence et créerait un espace propice au renforcement du dialogue politique. Il ne doit pas y avoir de conditions préalables. La guerre n'a rien réglé. Je prie les parties d'essayer quelque chose de différent et de donner une chance à la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Al Naggar.

M^{me} Al Naggar (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter au Conseil de sécurité un exposé sur le Yémen. Je prends la parole aujourd'hui au nom de l'organisation non gouvernementale SOS Center for Youth Capabilities Development, qui travaille dans les domaines de la gouvernance, de la consolidation de la paix, du développement et des droits de l'homme.

Je fais partie des millions de femmes yéménites qui subissent le fléau de la guerre. Fin mars 2015, alors que des obus de mortier et des missiles commençaient à s'abattre autour de nous à Aden, ma famille et moi-même avons fui à Taëz pour nous mettre à l'abri. Mais

la situation à Taëz n'était pas différente : à chaque coucher de soleil, nous pouvions entendre le bruit des chars qui traversaient notre quartier pour aller tirer sur la ville située en contrebas. Nous avons fui de nouveau, cette fois à Sanaa, mais, malheureusement, le son des bombardements aériens nous a une fois de plus emboîté le pas. Je ne puis décrire aux membres du Conseil la terreur qui me hante et qui habite tant d'autres Yéménites qui ont également connu une souffrance indicible tout au long de presque sept années de guerre.

Le Yémen connaît aujourd'hui de multiples crises. Compte tenu de la récente escalade sur les lignes de front ainsi que des problèmes liés à la mise en œuvre d'un accord de désescalade, le pays est loin de parvenir à la stabilité politique, économique ou sociale dans un avenir proche.

Même avant le début de la guerre, le Yémen était le pays le plus pauvre de la région, et, à ce jour, il a perdu 90 milliards de dollars de production économique. Le déclin alarmant de l'économie et de la monnaie depuis le début de la guerre, conjugué à l'impact dévastateur de la maladie à coronavirus, a amèrement compliqué la vie de millions de Yéménites ordinaires qui sont confrontés à de graves pénuries de carburant, à la hausse exorbitante des prix des produits de base et à l'absence d'accès aux services de base tels que l'électricité, l'eau ou les soins de santé, en particulier pour les femmes, qui sont lourdement touchées. Pour survivre, de nombreuses femmes réduisent la quantité de nourriture qu'elles ingèrent afin de pouvoir en donner davantage à leurs enfants. Elles diminuent le nombre de repas qu'elles prennent, et empruntent de la nourriture à des amis ou des membres de leurs familles. Les familles s'endettent pour répondre à leurs besoins fondamentaux, et les femmes sont de plus en plus sous pression puisque le nombre de foyers dirigés par des femmes augmente.

S'agissant des femmes yéménites dirigeantes, qui participent aux secours humanitaires et à la consolidation de la paix, notre résilience approche de son point de rupture. Le conflit a mis à très rude épreuve le tissu social de notre société. Les tensions sont élevées depuis l'apparition de conflits locaux violents. La violence fondée sur le genre est en hausse, et elle n'est souvent pas signalée parce que les survivantes ont peur d'être tuées, emprisonnées ou exposées à d'autres actes de violence. Les survivantes gardent également le silence en raison de la stigmatisation, de l'insécurité et de l'absence d'état de droit.

Malgré cette situation difficile, 80 % des premiers intervenants humanitaires sont des femmes. Les femmes yéménites ont fourni une aide humanitaire vitale, même lorsque la communauté internationale ne pouvait pas atteindre les communautés qui en avaient désespérément besoin. Lorsque les villes étaient assiégées ou que les routes étaient devenues dangereuses pour l'acheminement de l'aide humanitaire, les femmes yéménites sont intervenues pour négocier des cessez-le-feu locaux et ont réussi à obtenir des parties belligérantes qu'elles ouvrent des couloirs humanitaires.

Dans le cadre de mon travail, je soutiens les efforts admirables de jeunes femmes et de jeunes hommes en matière de médiation, de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Alors que le conflit fait rage au niveau national, et que les femmes et les jeunes sont largement marginalisés par les parties au conflit et par l'ONU, ce sont les femmes qui pilotent le programme de paix dans nos communautés. Les femmes ont joué un rôle important dans la résolution des tensions tribales et des conflits communautaires, car elles connaissent leurs propres communautés ; ce sont elles qui comprennent le mieux leurs besoins ainsi que les facteurs qui déclenchent les tensions et les conflits.

Les femmes font tout cela contre vents et marées, en défiant les normes de genre et avec bien trop peu de soutien et de ressources de la part des acteurs nationaux et internationaux. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, de plus en plus de femmes dans le nord du pays ont été confrontées à un obstacle supplémentaire dans leurs efforts : les autorités ont décidé qu'elles devaient être accompagnées d'un *mahram*, un chaperon de sexe masculin, lors de leurs déplacements.

Malgré le rôle essentiel que les femmes yéménites ont joué dans l'action humanitaire et la consolidation de la paix, elles ont été exclues des rôles officiels et importants dans le processus de paix conduit par l'ONU et, pour la première fois en deux décennies, elles ont été complètement exclues du nouveau Gouvernement yéménite. L'ONU et les autorités yéménites doivent faire davantage pour garantir la participation formelle et directe des femmes, comme le stipule la résolution 1325 (2000). En outre, comme l'a reconnu le Conseil de sécurité lui-même, les femmes ayant un rôle politique et les défenseuses des droits humains font l'objet de menaces, d'intimidations et d'attaques lorsqu'elles dénoncent les violations commises dans leurs communautés. Pour assurer que les femmes yéménites puissent continuer de jouer un rôle actif dans la vie publique, il est essentiel qu'elles puissent le faire sans crainte de représailles.

Le peuple yéménite est déçu et se sent abandonné par la communauté internationale. Nous avons besoin de l'aide du Conseil de sécurité, et nous en avons besoin maintenant. En conséquence, nous appelons le Conseil à prendre les mesures suivantes.

Premièrement, le Conseil de sécurité doit redoubler d'efforts pour favoriser un dialogue entre les parties au conflit et leurs partisans afin d'obtenir un cessez-le-feu durable, inclusif et qui s'étende à tout le territoire, conformément à la résolution 2532 (2020), ce qui permettrait d'instaurer des conditions viables pour la protection des civils, y compris des femmes, et conduirait à une reprise des négociations de paix. Cela va de pair avec l'application intégrale de l'Accord de Riyad, qui constitue un tremplin vers la stabilité et la sécurité des communautés vivant dans les provinces du sud.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit entreprendre une coordination et une mobilisation accrues avec les États Membres, en particulier ceux qui ont une influence sur les parties au conflit, pour faire avancer un processus de paix inclusif, transparent et responsable, et faire en sorte que les femmes, les jeunes et les membres de la société civile de tous les horizons politiques et de toutes les régions du Yémen, y compris du sud, participent pleinement et véritablement, sur un pied d'égalité, à tous les efforts diplomatiques et à toutes les étapes du processus de paix, tout en garantissant de toute urgence un quota minimum de 30 % de femmes.

Troisièmement, le Conseil de sécurité doit demander aux dirigeants de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et à la communauté internationale de renforcer considérablement leur appui aux organisations locales et nationales yéménites dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes, en particulier un financement de base, flexible et à long terme, et de souligner publiquement les efforts cruciaux et légitimes des femmes en matière de consolidation de la paix et d'aide humanitaire.

Quatrièmement, le Conseil de sécurité doit lancer et coordonner avec les États Membres la mise en place d'un plan de sauvetage économique efficace et durable pour le Yémen. Ce plan doit inclure des mesures efficaces et durables qui contribueront à stabiliser l'économie et à renforcer le système financier afin d'empêcher de nouvelles hausses du prix des denrées alimentaires et d'améliorer les conditions de vie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Al Naggar de son exposé.

J'appelle l'attention des orateurs et des oratrices sur le paragraphe 22 de la note présidentielle parue sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil à faire leur déclaration en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier les intervenants de leurs exposés d'aujourd'hui et plus particulièrement, du travail qu'ils ont accompli ces dernières années et ces derniers mois. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint sortant, Mark Lowcock, et j'attends avec intérêt de poursuivre notre coopération avec Martin Griffiths dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

On ne peut que se féliciter de la récente visite de M. Griffiths à Sanaa, mais malheureusement, elle montre que les houthistes ont attendu les derniers jours de son mandat pour l'inviter à se rendre de nouveau à Sanaa pour la première fois depuis plus d'un an. Je crois qu'il est clair que les houthistes n'ont pas le courage de conclure un accord de cessez-le-feu. Au lieu de cela, la semaine dernière, ils ont de nouveau pris pour cible des sites civils à Mareb, sans discrimination, à l'aide de missiles balistiques, tuant 10 civils, et dimanche, une attaque menée par les houthistes a frappé une école saoudienne. Je condamne fermement ces actes, ainsi que la poursuite de la répression par les houthistes des droits et libertés des femmes yéménites et des minorités religieuses et ethniques.

Je me félicite de l'exposé présenté aujourd'hui par M^{me} Al Naggar, et j'ai bien entendu son appel à un cessez-le-feu, tout en fournissant des ressources et un appui aux organisations dirigées par des femmes, pour promouvoir un processus de paix sans exclusive. J'encouragerai, comme d'autres, j'en suis sûre, le nouvel Envoyé spécial à réfléchir à la manière dont il peut travailler en étroite collaboration avec M^{me} Al Naggar pour rendre ce processus plus inclusif et faire en sorte que les vues des femmes, des jeunes et des minorités soient véritablement représentées à l'avenir.

Je tiens également à remercier M. Lowcock des efforts inlassables qu'il a déployés. Ces dernières années, le conflit a ravagé le Yémen, mais son travail et l'action de l'ONU ont permis de fournir une assistance aux personnes qui en avaient le plus besoin et de sauver des vies.

Cependant, la plus grave crise humanitaire provoquée par l'homme dans le monde se poursuit. De graves pénuries de carburant continuent de sévir au Yémen, ce qui signifie que le carburant importé via Hodeïda ne représente qu'un tiers de la quantité nécessaire. Le Royaume-Uni appelle les parties à trouver une solution pérenne à ce problème. Les houthistes doivent veiller à ce que les importations de carburant soient distribuées de manière transparente, et le Gouvernement yéménite doit garantir un acheminement fiable et durable du carburant dans le nord du pays.

Ce mois-ci, le Conseil de sécurité (voir S/PV.8786) s'est réuni pour examiner la situation périlleuse du pétrolier *FSO SAFER*, un an après avoir tenu pour la première fois un débat consacré au *FSO SAFER* (voir S/2020/721). Néanmoins, le pétrolier n'est pas près d'être sécurisé. Il revient aux houthistes de régler cette question. Nous avons entendu les pronostics alarmants selon lesquels en cas de scénario catastrophe, la vie de 670 000 personnes serait en danger et il faudrait des décennies pour en éliminer les conséquences. Plutôt que de se cacher derrière d'interminables obstacles bureaucratiques, les houthistes doivent prendre des mesures concrètes pour éviter une catastrophe potentielle.

Enfin, comme l'a dit M. Griffiths, le peuple yéménite a payé le prix fort des occasions perdues et manquées pendant six ans. Comme nous l'avons entendu, un cessez-le-feu à l'échelle nationale serait une première étape essentielle sur la voie d'un avenir de stabilité, de droits et de liberté.

M^{me} Toroitich (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths, M. Lowcock et M^{me} Al Naggar de leurs exposés de ce matin.

L'escalade de la violence au Yémen, malgré tous les efforts de désescalade, est déconcertante. Le Kenya condamne avec force les deux tirs de missiles distincts lancés à Mareb au cours des 10 derniers jours, qui ont coûté la vie à des civils innocents. Nous présentons nos condoléances aux familles touchées ainsi qu'au Gouvernement et au peuple yéménites pour les vies qui ont été perdues dans ces attaques horribles et méprisables. Aucun effort ne doit être épargné pour traduire en justice les auteurs de ces attaques odieuses contre des civils et des infrastructures civiles.

La récente explosion à Abiyan, qui a coûté la vie à six soldats appartenant au Conseil de transition du Sud, est une mise en garde sérieuse contre une possible recrudescence du terrorisme. Nous devons rester très attentifs à ces menaces émergentes et prendre des mesures préventives. Sinon, le Yémen pourrait devenir

un exportateur net de terrorisme et d'extrémisme violent dans la région, dans le golfe d'Aden, dans la Corne de l'Afrique et au-delà.

Il est décevant de constater que certaines parties profitent des échanges diplomatiques approfondis pour intensifier leurs interventions militaires dans le but de modifier la trajectoire des négociations. Aussi exhortons-nous toutes les parties à faire preuve d'un engagement politique sincère et véritable en mettant au minimum fin à la violence. Le Kenya espère que le processus diplomatique en cours aboutira à un règlement inclusif qui tienne compte des besoins de la population.

Nous recommandons vivement que le processus de règlement pacifique et de relèvement comporte un volet de désarmement, démobilisation et réintégration, et qu'il soit mené de manière à ce que les anciens combattants réintégrés ne retombent pas dans le conflit armé ou ne se radicalisent pas au contact de groupes terroristes.

Les efforts de paix doivent également tenir compte du fait qu'une génération de jeunes Yéménites se voit refuser l'accès à l'éducation du fait de ce long conflit. La communauté internationale doit donc investir délibérément dans la jeunesse en renforçant ses capacités, afin de la doter de compétences qui lui permettront de gagner décemment sa vie et de contribuer au développement du pays.

En ce qui concerne la situation humanitaire désastreuse, le Kenya se félicite des mesures prises par les pays donateurs pour augmenter leur financement de l'effort de secours humanitaire. Nous les encourageons à honorer et à pérenniser leurs engagements. À cet égard, et conformément à l'Accord sur Hodeïda, nous exhortons les autorités compétentes à assouplir les restrictions imposées aux importations de carburant, qui aggravent la situation en raison de leurs répercussions sur le prix des produits de base, les opérations humanitaires et les services publics essentiels.

Le Kenya se félicite de la tenue des discussions entre le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et l'équipe technique houthiste sur le pétrolier *FSO SAFER*. Nous espérons que ces discussions aboutiront au déploiement rapide de l'équipe d'inspection afin d'éviter une catastrophe écologique imminente qui aurait des conséquences dévastatrices pour le Yémen et la région.

Je répète que la sécurité de la mer Rouge, du golfe d'Aden et de l'océan Indien est d'une importance vitale pour les échanges et le commerce internationaux

et ne doit pas être mise en péril. À cet égard, le monde doit parler d'une seule voix et prendre des mesures collectives contre toutes les menaces à la sécurité et à la viabilité commerciale de ces domaines maritimes.

Pour terminer, nous saisissons cette occasion pour remercier M. Griffiths et M. Lowcock de leurs efforts acharnés et de leur engagement en faveur du Yémen. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec M. Griffiths dans le cadre de ses nouvelles fonctions et nous souhaitons à M. Lowcock tous nos vœux de succès dans ses activités futures.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, de son aperçu sur la situation au Yémen et des mesures qu'il a prises pour relancer le processus de négociation global sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Nous remercions également M. Mark Lowcock de son analyse de la situation humanitaire dans le pays, et nous avons écouté très attentivement M^{me} Najiba Al Naggar.

La Fédération de Russie suit de près la situation au Yémen, un pays qui traverse depuis sept ans une crise militaire et politique grave. Nous n'avons cessé d'inciter les parties au Yémen à mettre fin à la violence dès que possible et à s'orienter vers un règlement pacifique de leurs différends. Il n'y a pas d'autre solution que des pourparlers inter-yéménites qui prennent en compte les intérêts et les préoccupations de tous.

À cet égard, nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'ONU sur cette question. Nous sommes reconnaissants à M. Griffiths de l'action qu'il a menée au Yémen au fil des ans et des efforts qu'il déploie pour trouver des solutions et inciter les parties à entamer des négociations. Cette tâche a toujours été difficile et le chemin à parcourir pour instaurer la paix est encore trop long. Nous sommes préoccupés par la poursuite des violences dans diverses régions du pays. Dans le même temps, nous voyons un objectif commun, à savoir un règlement global et durable des nombreux problèmes auxquels le Yémen, son peuple et, dans une large mesure, ses voisins dans la région sont confrontés.

La question de la recherche d'une solution à la crise yéménite a été débattue de manière approfondie lors des pourparlers qui ont eu lieu à Sotchi, le 26 mai dernier, entre le Ministre russe des affaires étrangères Sergey Lavrov et Ahmed Binmubarak, Ministre des affaires étrangères et des expatriés du Yémen, qui était en Russie dans le cadre d'une visite de travail. Nous continuerons

d'encourager activement les autorités yéménites officielles, Ansar Allah et les autres forces yéménites à adopter une approche constructive et à être disposées à faire des compromis lorsqu'elles examinent leurs divergences. Nous nous félicitons du rôle constructif joué par les États de la région dans les efforts de médiation.

Nous sommes convaincus que la cessation des hostilités doit s'accompagner d'une série de mesures de confiance dans les domaines politique, militaire et socioéconomique, qui contribueraient à améliorer la situation désastreuse du peuple yéménite, que l'ONU qualifie de plus grave crise humanitaire au monde.

À cet égard, nous appelons les donateurs à fournir le soutien financier nécessaire aux opérations d'aide humanitaire des Nations Unies. Nous soulignons également la nécessité de lever totalement le blocus naval, terrestre et aérien imposé au Yémen ainsi que les restrictions à la livraison de denrées alimentaires, de médicaments, de carburant et d'autres biens essentiels. Nous rappelons que l'assistance doit être fournie sur une base objective et non discriminatoire.

Nous sommes convaincus que nous pouvons également trouver une solution mutuellement acceptable, exempte de desseins politiques secrets, à la question du pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons les parties concernées, notamment le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, à prendre des mesures constructives.

Pour terminer, je voudrais appeler une fois de plus nos collègues à coopérer, dans l'intérêt commun, en faveur d'une désescalade générale dans la région, notamment sur la base de la résolution pertinente 598 (1987) et du concept russe de sécurité collective dans la région du golfe Persique.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M^{me} Najiba Al Naggar de son exposé franc et très inspirant de ce matin. En l'écoutant, nous nous rappelons clairement la raison pour laquelle il est urgent de trouver une solution au conflit au Yémen. Après six années de guerre, le peuple de son pays mérite un avenir pacifique et prospère. C'est ce que nous ne cessons de répéter lorsque nous nous réunissons dans cette salle. Tous les Yéménites, quel que soit leur sexe ou leur âge, doivent avoir la possibilité de jouer un rôle important dans la construction de cet avenir.

Je voudrais dire à M^{me} Al Naggar que le Yémen a besoin de femmes comme elle à la table des négociations, tant dans les pourparlers de paix qu'au

sein du Gouvernement. Nous regrettons sincèrement l'exclusion des femmes du Gouvernement actuel. La participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, peut ouvrir la voie à des solutions inclusives afin de consolider la paix au profit des Yéménites ordinaires et de leurs enfants, de reconstruire les infrastructures et les institutions et, comme l'a dit M^{me} Al Naggar ce matin, d'intervenir au niveau local pour désamorcer les tensions et d'instaurer, envers et contre tout, la paix dont nous ne cessons de parler. Les faits prouvent que lorsque les femmes participent aux négociations de paix, elles contribuent au minimum à produire une paix plus durable. Telle a été notre expérience sur l'île d'Irlande au cours des 20 dernières années.

Je voudrais dire aux parties au Yémen que la représentation directe des femmes n'est pas facultative ; c'est leur droit. Le Conseil de sécurité l'a demandé d'une seule voix.

Les acteurs locaux de la consolidation de la paix comme M^{me} Al Naggar et les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle considérable pour assurer la mise en œuvre du cessez-le-feu et instaurer une paix durable.

Un chiffre nous interpelle : les jeunes représentent 70 % de la population du Yémen. Ces jeunes méritent eux aussi leur place dans cette discussion ; ils doivent participer aux négociations lorsqu'il s'agit de questions qui affectent leur avenir de manière critique. Et bien entendu, nous comptons sur eux pour poursuivre demain le travail de consolidation de la paix entamé aujourd'hui.

Je veux saluer le courage de M^{me} Al Naggar et la franchise du message qu'elle nous a transmis. Nous savons qu'il reste clairement beaucoup à faire, mais les idées très progressistes et concrètes qu'elle a présentées ce matin peuvent un jour devenir une réalité. Il nous incombe à tous ici aujourd'hui de terminer le travail afin que le peuple yéménite puisse avoir une chance de connaître une paix réelle.

Je veux aussi remercier sincèrement Martin Griffiths qui, comme il nous l'a dit, va bientôt quitter ses fonctions en tant qu'Envoyé spécial après trois années difficiles. Nous nous réjouissons vivement à la perspective de travailler avec lui dans son nouveau rôle de Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires. Nous savons qu'il se consacrera à ce rôle et à ses nouvelles responsabilités avec la même énergie et le même dévouement dont il a fait preuve au poste qu'il quitte.

Malgré le tableau plutôt « sombre » que nous a dépeint M. Griffiths ce matin, nous jugeons encourageantes la visite qu'il a pu effectuer à Sanaa pour la première fois depuis un an et la forte dynamique diplomatique enclenchée grâce aux efforts des acteurs régionaux et internationaux pour mettre fin à ce conflit.

Aussi difficiles que soient les décisions à prendre, passer de la guerre à la paix reste la seule option, comme l'a dit M. Griffiths. La réalité est aussi simple qu'implacable : ce qu'il faut maintenant c'est la volonté politique résolue des parties au conflit, qui doivent une fois pour toutes donner la priorité au peuple yéménite et mettre un terme définitif à la violence inadmissible grâce à un dialogue politique sans exclusive sur l'avenir du pays.

Nous réitérons notre appel à un cessez-le-feu à l'échelle nationale et, en particulier, nous demandons aux houthistes de mettre immédiatement fin à l'offensive meurtrière sur Mareb qui, comme nous l'avons entendu, continue de causer de grandes souffrances, notamment pour les personnes vivant dans des camps de fortune.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques perpétrées au début du mois dans la ville de Mareb, qui ont notamment coûté la vie à des enfants. Nous demandons à toutes les parties d'honorer leurs responsabilités en matière de protection des civils, conformément au droit international humanitaire et au droit des droits de l'homme. L'Irlande appuie pleinement les travaux du Groupe d'éminents experts sur le Yémen et demande que ce dernier bénéficie d'un accès complet et sans entrave pour pouvoir mener à bien sa mission.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé aujourd'hui et de son dévouement à l'Organisation des Nations Unies. Nous savons que la séance de ce matin est sa dernière apparition devant le Conseil pour discuter de la situation au Yémen. Au cours de son mandat, il a braqué les projecteurs sur cette terrible crise humanitaire. Nous lui sommes tous redevables de l'attention qu'il a portée à cette tragédie.

Malheureusement, comme nous l'avons entendu ce matin, l'insécurité alimentaire persiste et atteint un niveau de crise dans tout le pays. L'impact économique du conflit continue d'avoir des conséquences humanitaires désastreuses. Il est choquant d'apprendre que le coût des denrées alimentaires bat des records. Les produits alimentaires de base sont hors de portée pour des millions de personnes souffrant de faim chronique

ou aiguë. En finir avec cette souffrance injustifiable doit être la meilleure motivation pour mettre un terme à la guerre.

Enfin, au début du mois, le Conseil s'est penché sur la situation du pétrolier *FSO SAFER*, qui est dans un état de délabrement avancé et représente une menace humanitaire et environnementale indéniable. L'Irlande se félicite des efforts renouvelés pour trouver un accord sur l'accès d'une équipe d'inspection de l'ONU. Nous réitérons une fois de plus notre appel aux houthistes et à l'ONU pour qu'ils parviennent à un accord sur cette question dans les meilleurs délais.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions l'Envoyé spécial Griffiths, le Secrétaire général adjoint Lowcock et M^{me} Al Naggar de leurs exposés détaillés. Nous souhaitons également transmettre les salutations du Mexique à la délégation yéménite.

Mon pays note avec une grande préoccupation l'augmentation sensible des besoins humanitaires, qui contraste avec les ressources limitées disponibles pour une intervention de grande envergure.

Face à l'impact disproportionné du conflit au Yémen sur les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, il est essentiel de briser le cycle du conflit et de l'insécurité alimentaire. Quelque 12 millions de personnes sont déjà dans un état d'extrême nécessité, 16 millions dépendent de l'aide humanitaire pour survivre, et ces chiffres continuent d'augmenter. Un autre exemple de ce cercle vicieux est le nombre croissant de personnes déplacées du fait de l'offensive des houthistes à Mareb.

Le Mexique condamne vigoureusement les attaques contre une station-service et un quartier résidentiel à Mareb et contre le complexe industriel Thabit Frères à Hodeïda, ainsi que l'attaque qui a visé une ambulance et du personnel humanitaire. Nous déplorons toute action qui entraîne des décès et des blessures, en particulier celles qui entravent les efforts louables du corps médical. Le Mexique condamne également les attaques orchestrées contre des cibles saoudiennes.

Nous appelons les milices houthistes à cesser immédiatement les hostilités. Les attaques contre des cibles civiles constituent une violation grave du droit international humanitaire qui, en plus de causer inutilement des morts et des blessés, entravent les efforts de paix et fragilisent la stabilité de la région. Nous demandons instamment que ces attaques fassent l'objet

d'une enquête et que leurs auteurs soient identifiés et traduits en justice. Nous demandons également l'arrêt de tous les transferts d'armes vers les parties au conflit.

Nous nous félicitons que la Suède et la Commission européenne aient organisé la troisième réunion des hauts fonctionnaires chargés de l'aide humanitaire le 1^{er} juin. À cet égard, j'ai le plaisir d'annoncer que le Gouvernement mexicain contribuera à hauteur de 50 000 dollars au Plan de réponse humanitaire global COVID-19 pour le Yémen. Nous réitérons également notre appel aux donateurs pour qu'ils continuent de s'acquitter de leurs obligations.

Nous observons avec inquiétude les obstacles à l'autorisation des opérations humanitaires et appelons Ansar Allah et le Gouvernement yéménite à faciliter le libre accès et à accélérer l'octroi de permis pour les programmes humanitaires.

Le Mexique soutient les efforts déployés par l'Envoyé spécial pour encourager un cessez-le-feu, l'ouverture des ports et des aéroports et, à terme, une transition politique. Nous rappelons que l'arrêt de la violence et la liberté de circulation sont essentiels pour les opérations humanitaires. Nous remercions l'Envoyé spécial d'avoir partagé les détails de ses discussions avec les dirigeants houthistes, ainsi que les conclusions de ses récentes réunions à Riyad et à Téhéran pour faire avancer le cessez-le-feu et le processus politique.

Nous réaffirmons par ailleurs notre appui à l'action menée par la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Nous estimons que ses travaux sont essentiels à la pleine mise en œuvre de l'Accord, qui est la pierre angulaire sur laquelle repose la stabilité de la ville et des opérations portuaires. Nous demandons instamment aux parties, et en particulier à Ansar Allah, d'agir en étroite coopération avec la Mission et de garantir la libre circulation de ses membres.

Nous nous félicitons également des rencontres que l'Envoyé spécial a tenu récemment avec des représentants de la société civile. La participation pleine, égale et véritable des femmes s'est avérée déterminante, par exemple, pour la libération des détenus. Par conséquent, nous soulignons qu'une large participation de la société civile est indispensable au succès de la transition politique.

Avant de conclure, nous tenons à exprimer une nouvelle fois notre inquiétude face à la menace que représente le pétrolier *FSO SAFER*. Nous regrettons que, malgré l'appel du Conseil de sécurité, Ansar Allah

n'ait toujours pas autorisé l'ONU à procéder à son inspection. Nous rappelons que tout accident affectera considérablement la population civile, y compris les houthistes eux-mêmes.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Enfin, et surtout, je tiens à remercier M. Griffiths des efforts inlassables qu'il a déployés en sa qualité d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Au nom de ma délégation, je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions et j'attends avec intérêt de continuer à travailler avec lui dans ce cadre. Je tiens également à remercier M. Lowcock de ses efforts inlassables, de son dévouement et de son sens des responsabilités. Je lui souhaite plein succès pour l'avenir.

M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines) *(parle en anglais)* : Nous remercions à notre tour Martin Griffiths et Mark Lowcock de leurs exposés. Nous nous félicitons vivement des remarques éclairantes formulées par M^{me} Najiba Al Naggar. Son militantisme est essentiel pour parvenir à une paix durable au Yémen.

Le conflit au Yémen est un cocktail multidimensionnel et toxique de combats incessants, de crise humanitaire et d'effondrement économique, le tout sur fond de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous condamnons les combats incessants qui ont fait du mois de mai l'un des mois les plus meurtriers pour les civils dans le conflit en 2021. Les conséquences des combats sur la région sont également inacceptables, comme l'a récemment illustré l'attaque de drones perpétrée contre une école dans la région d'Assir, en Arabie saoudite. Ces attaques continues, qui constituent une violation du droit international, ont privé plus de 2 millions d'enfants de l'accès à l'éducation. Nous exhortons fermement les parties à collaborer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés afin d'établir un plan d'action visant à mettre fin aux graves violations des droits de l'enfant et à les prévenir.

L'annonce récente de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite qu'elle allait mettre fin aux attaques est une initiative très appréciée, qui est nécessaire pour créer un environnement propice au processus de paix. En l'absence d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et d'une reprise des pourparlers politiques, les civils yéménites continueront de payer le prix de ce conflit. Il est donc essentiel que les parties honorent les obligations que leur impose le droit international humanitaire, qui exige le passage rapide et sans entrave des secours humanitaires

destinés à tous les civils qui en ont besoin. Dans un pays où les taux de malnutrition chez les femmes et les enfants restent les plus élevés au monde, l'aide humanitaire fait la différence entre la vie et la mort.

À cette fin, si nous nous félicitons de l'amélioration de l'environnement opérationnel, de l'augmentation du financement du plan de réponse humanitaire et de l'annonce du Programme alimentaire mondial de reprendre les distributions mensuelles à environ 6 millions de personnes dans les zones présentant les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire, la situation reste si grave que nous devons collectivement redoubler d'efforts. Nous devons également prêter une attention particulière au sort des migrants et des réfugiés qui vivent au Yémen ou transitent par le pays.

La situation humanitaire mérite notre attention, mais l'économie pose également problème. La baisse du pouvoir d'achat des ménages yéménites rend les biens et services de base inaccessibles pour beaucoup. Nous nous faisons l'écho des appels lancés par le Secrétaire général adjoint Lowcock pour soutenir l'économie, et nous demandons la levée des restrictions pesant sur les importations commerciales civiles.

La seule façon de parvenir à une paix durable au Yémen est de reprendre les négociations politiques. Pour que cela soit possible, certaines conditions préalables doivent être réunies.

Premièrement, le processus politique doit inclure tous les groupes du Yémen, y compris les femmes et les organisations de la société civile, qui jouent un rôle essentiel dans la médiation locale et la consolidation de la paix.

Deuxièmement, les débats doivent rendre suffisamment compte de la pluralité des voix qui existent au Yémen.

Troisièmement, le processus doit être dirigé et contrôlé par les Yéménites. En l'absence de volonté politique, tous les efforts déployés pour rétablir la paix seraient vains.

M^{me} Al Naggar a souligné que le Yémen était à un point de rupture. Elle a également précisé que le peuple yéménite se sentait abandonné par la communauté internationale. Nous devons être attentifs à ces questions. Nous faisons donc écho à l'évaluation de M. Griffiths selon laquelle le temps ne joue pas en faveur du Yémen.

Avant de conclure, nous aimerions aborder la question du pétrolier *FSO SAFER*. Nos appels à ce que des progrès concrets soient réalisés sur cette question et

à ce que les parties et les acteurs concernés évitent sa politisation ne doivent pas devenir de simples platitudes. Nous devons continuer de faire pression sur les parties, tant au niveau bilatéral que multilatéral, jusqu'à ce qu'une solution adéquate soit trouvée. Les conséquences d'un déversement ou d'une explosion seraient bien trop graves pour que nous baissions les bras.

En conclusion, nous nous félicitons des échanges diplomatiques et de la mobilisation de la communauté internationale et des différentes organisations humanitaires en faveur du peuple yéménite. Je ne doute pas que cette mobilisation, conjuguée à la volonté politique des parties, aboutira à une solution politique qui limitera les conséquences multigénérationnelles du conflit et donnera naissance à un Yémen stable, pacifique et prospère. Comme M. Lowcock l'a si bien dit tout à l'heure, la guerre n'a rien réglé. Il est en effet temps de donner une chance à la paix.

Je ne peux pas céder la parole avant d'avoir exprimé notre sincère gratitude à M. Griffiths pour son dévouement à ce dossier et au peuple yéménite. Il sera difficile de lui succéder, car il s'est donné corps et âme à la recherche d'une solution. Il nous manquera, et nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions. Nous remercions également M. Lowcock de ses efforts, de son dévouement et de ses services inlassables et lui souhaitons tous nos vœux de réussite dans sa nouvelle vie. Que la paix soit avec eux.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés détaillés. Je remercie également M^{me} Najiba Al Naggar de nous avoir fait part de ses vues. Je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Yémen à notre séance d'aujourd'hui.

Il n'y a pas eu de changements notables dans le processus de paix au Yémen, en dépit des efforts inlassables et de la résilience des communautés régionales et internationales. Ces derniers mois, l'escalade militaire s'est poursuivie dans de nombreuses provinces du Yémen, notamment à Mareb, à Taëz et à Hodeïda. Des personnes continuent d'être tuées chaque jour.

Nous partageons l'avis exprimé par d'autres États Membres, selon lequel il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. La seule solution est que toutes les parties cessent les hostilités militaires et ne ménagent aucun effort pour collaborer avec les envoyés spéciaux, les partenaires régionaux et la communauté internationale afin de faire accepter la proposition de paix pour le Yémen présentée par l'ONU.

Sur le plan humanitaire, nous nous félicitons de l'amélioration de l'action humanitaire par rapport à cette même période l'année dernière. Grâce aux fonds récemment versés par les donateurs, le Programme alimentaire mondial a repris ses distributions mensuelles à 6 millions de Yéménites dans les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Néanmoins, des financements et des progrès supplémentaires sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et la stabilité des activités d'aide pendant le reste de l'année.

En outre, l'intensification des hostilités et les déplacements qui en découlent, la crise économique, les pénuries de carburant, l'insécurité alimentaire, la famine et la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) demeurent fort préoccupants. Plus de 20 millions de personnes dépendent de programmes vitaux, et au moins 3 millions de personnes, dont 1,58 million d'enfants, ont été déplacées à l'intérieur du pays. De surcroît, la scolarité d'environ 1,4 million d'enfants a été perturbée en raison de la fermeture des écoles en 2020 et de la pandémie de COVID-19.

Dans ce contexte, nous souhaitons renouveler notre appel à un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave aux Yéménites dans le besoin, en particulier dans le nord du pays. De plus, nous soulignons l'urgence de poursuivre la levée du blocus maritime afin de garantir un approvisionnement prévisible en nourriture et en carburant. Toutes les parties doivent également respecter le droit international humanitaire et mettre en œuvre la résolution 2573 (2021), notamment la protection des infrastructures civiles, qui sont cruciales à l'acheminement de l'aide humanitaire. De plus, il est essentiel de garantir la prestation de services éducatifs et connexes aux enfants.

En ce qui concerne la question du pétrolier *FSO SAFER*, nous réitérons notre profonde inquiétude face à la grave menace que ce pétrolier représente pour l'environnement, l'économie et les populations de la région. Il est urgent de passer des engagements aux actes concrets. L'équipe technique des Nations Unies doit être autorisée à accomplir ses tâches et à effectuer les réparations nécessaires au pétrolier sans plus attendre.

Enfin et surtout, nous réitérons notre appui à la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Stockholm et de l'Accord de Riyad.

Étant donné que nous avons aujourd'hui entendu le dernier exposé de l'Envoyé spécial Griffiths, je voudrais le remercier de ses efforts inlassables et de ses

contributions à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Yémen et dans la région. Je lui souhaite plein succès dans ses futures activités.

M. Ladeb (Tunisie) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Mark Lowcock, de leurs exposés très utiles sur l'évolution de la situation au Yémen. Je salue également la participation à la présente séance de M^{me} Najiba Al Naggar, dont j'ai suivi l'exposé avec intérêt.

Les efforts diplomatiques se poursuivent pour persuader les parties au conflit de cesser les hostilités et de reprendre le processus de paix. Il n'y a pas d'autre solution qu'une solution négociée inclusive qui prenne en compte les intérêts de tous les Yéménites, sans aucune exception, exclusion ni marginalisation.

Le conflit dure depuis trop longtemps. Les événements et les tragédies qu'a connus le peuple yéménite prouvent que les approches militaires visant à imposer une situation de fait accompli par la force ne font qu'entraîner davantage de victimes, de destructions, de déplacements, mettent en péril la vie des millions de personnes et compromettent les perspectives de paix. Nous estimons que cette situation est inacceptable, en particulier à la lumière de la grave détérioration de la situation humanitaire. Par conséquent, la Tunisie voudrait réitérer son appui aux efforts déployés par l'ONU et aux contributions de la communauté internationale pour mettre fin au conflit et relancer le processus politique en vue de parvenir à une solution pacifique permettant de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite, de préserver la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Yémen et de rétablir sa sécurité et sa stabilité.

Dans ce contexte, nous appelons les parties au conflit à participer activement au processus politique, à déclarer un cessez-le-feu global et à placer les intérêts supérieurs du Yémen et de son peuple au-dessus de toute autre considération. Nous saluons également les efforts déployés par M. Griffiths pour instaurer la confiance entre les parties au conflit et faciliter la communication en vue de lancer le processus de paix et de renforcer la participation des femmes à ce processus.

Nous condamnons la poursuite des attaques contre Mareb, qui ne fait que compliquer davantage la situation, compromet les efforts de sortie de crise et exacerbe la crise humanitaire. Nous réitérons la nécessité

pour les parties au conflit de s'engager à épargner les civils et les installations civiles et à respecter le droit international et le droit international des droits de l'homme. Dans ce contexte, ma délégation condamne à nouveau les attaques continues contre le territoire du Royaume d'Arabie saoudite et le ciblage des civils dans ce pays. Nous appelons les houthistes à mettre fin à ces agissements.

Le Yémen est confronté à la plus grave crise humanitaire au monde, qui est exacerbée par la poursuite des opérations militaires, la détérioration des conditions économiques et des conditions de vie et l'insuffisance de l'aide humanitaire, ainsi que par les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Selon les rapports internationaux, des millions de personnes sont menacées par la famine et 54 % des Yéménites ont besoin d'une aide alimentaire.

À cet égard, nous renouvelons notre appel à faciliter l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et médicale aux personnes qui en ont besoin, à lever les restrictions portuaires et à ouvrir les aéroports. Il faut garantir un financement suffisant des opérations humanitaires pour permettre la poursuite des opérations d'aide humanitaire en faveur du peuple yéménite et répondre à ses besoins urgents.

Au début du mois, le Conseil de sécurité a tenu une séance consacrée à la question du pétrolier *FSO SAFER* (voir S/PV.8786), qui risque de provoquer une catastrophe écologique, économique et humanitaire sans précédent susceptible de perturber la circulation de plus de 20 000 navires en mer Rouge, ce qui pourrait paralyser l'une des voies maritimes les plus fréquentées au monde. C'est pourquoi nous réitérons notre appel pour que les mesures qui s'imposent soient prises afin de permettre aux experts des Nations Unies d'accéder au pétrolier et d'effectuer les réparations indispensables dans les plus brefs délais.

Pour terminer, je tiens à exprimer une fois de plus mes remerciements et ma gratitude à M. Griffiths pour les efforts qu'il a déployés pendant son mandat en tant qu'Envoyé spécial à la tête du Bureau des Nations Unies au Yémen. Je remercie également M. Lowcock de ses efforts précieux dans le domaine humanitaire, qui est malheureusement devenu l'aspect le plus important de la plupart des crises dans le monde. Je leur souhaite à tous deux plein succès dans leurs activités futures.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer mon intervention à

la séance de ce mois-ci en adressant mes remerciements sincères à nos intervenants. Je remercie l'Envoyé spécial Griffiths de ses efforts visant à mettre fin à la guerre au Yémen. Pendant plus de trois ans, il s'est employé à mettre en contact les parties en vue de mettre fin à ce conflit et d'améliorer la situation humanitaire. Les États-Unis se félicitent de leur étroite coopération avec M. Griffiths. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre cette coopération dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

Étant donné qu'il s'agit également du dernier exposé du Secrétaire général adjoint Lowcock au Conseil de sécurité, nous lui adressons nos remerciements les plus sincères pour avoir braqué les projecteurs sur les régions du monde qui se trouvent dans les situations les plus difficiles. S'agissant du Yémen et d'autres régions, il a, au cours des trois dernières années et demie, défendu l'humanité, fait entendre la voix de ceux et celles qui ont le plus besoin d'assistance et incité le Conseil de sécurité à agir. Nous lui souhaitons le meilleur alors qu'il entame le prochain chapitre de sa vie.

Nous remercions l'intervenante de la société civile, M^{me} Najiba Al Naggar, qui fait campagne en faveur d'une participation véritable des femmes et des jeunes aux efforts de consolidation de la paix.

Au cours de l'année écoulée, l'Envoyé spécial Griffiths a négocié une proposition tendant à assouplir les restrictions visant le port de Hodeïda et l'aéroport de Sanaa, une exigence clef des houthistes, à instaurer un cessez-le-feu et à entamer des pourparlers politiques sans exclusive. Les Gouvernements saoudien et yéménite ont indiqué qu'ils étaient prêts à appuyer cette proposition. En revanche, les houthistes ont refusé de participer à un dialogue sérieux sur un cessez-le-feu ou de prendre des mesures pour régler ce conflit qui dure depuis près de sept ans. Ils refusent même de discuter de la question d'un cessez-le-feu avec l'Envoyé spécial Griffiths. Au lieu de cela, ils poursuivent leur offensive dévastatrice contre Mareb.

Le 6 juin, les houthistes ont lancé une attaque brutale contre une station essence, tuant 21 Yéménites, dont une jeune fille qui a été brûlée au point d'être méconnaissable. Nous condamnons ces agissements et d'autres agissements choquants des houthistes, qui continuent de nuire de manière durable et irréversible au peuple yéménite. Chaque jour où les houthistes poursuivent leur offensive contre Mareb, ils font fi des appels du Conseil qui leur demande de mettre fin à la violence et d'entamer des négociations.

L'intransigeance des houthistes n'est pas le seul obstacle à une paix durable au Yémen. Nous appelons le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud à donner la priorité aux intérêts du peuple yéménite et à régler leurs différends. Le temps presse. Le peuple yéménite a besoin d'un Gouvernement unifié à même de fournir des services et de diriger en cette période de crise. Le Gouvernement et le Conseil de transition du Sud ont repris les négociations sur la mise en œuvre de l'Accord de Riyad, et nous espérons que ces négociations porteront leurs fruits. Nous remercions le Gouvernement saoudien, qui continue de faciliter ces discussions.

Entre-temps, la situation au Yémen reste l'une des urgences humanitaires les plus importantes au monde, avec environ 20,7 millions de personnes, soit 66 % de la population, qui ont besoin d'une aide humanitaire cette année. Il n'y a qu'un seul moyen de régler définitivement la crise humanitaire au Yémen : un cessez-le-feu durable et une solution politique inclusive. D'ici là, la communauté internationale et en particulier nos partenaires du Golfe doivent se mobiliser pour financer la réponse humanitaire sans plus attendre. Nous exhortons toutes les parties à permettre la libre circulation des marchandises commerciales et humanitaires via les ports de la mer Rouge. Faute de quoi, il ne fait aucun doute que les conditions de vie des 70 % de la population yéménite vivant dans les zones contrôlées par les houthistes vont se dégrader.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner le pétrolier *FSO SAFER*. Comme nous l'avons entendu au début du mois (voir S/PV.8786), les risques de déversement ou d'explosion catastrophiques augmentent de jour en jour. Pourtant, aucun progrès substantiel n'a été enregistré depuis la dernière séance du Conseil consacrée à cette question (voir S/2020/721), il y a près d'un an. Les houthistes n'ont pas répondu au nouvel appel à l'action lancé par le Conseil au début du mois et continuent de faire obstacle à une évaluation de l'état du pétrolier par l'ONU alors que des vies et des moyens de subsistance sont en jeu. Nous demandons aux houthistes d'accorder à l'ONU un accès sûr et sans condition afin qu'elle puisse mener la mission d'évaluation et de réparation initiale, et ce, sans plus tarder. La responsabilité de cette catastrophe humanitaire, économique et environnementale imminente incombera aux houthistes, et à eux seuls.

En ce qui concerne le prochain renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), je tiens à souligner

le rôle important qu'elle joue dans la surveillance de la mise en œuvre du cessez-le-feu dans la province, comme convenu à Stockholm en décembre 2018. Malgré les difficultés importantes rencontrées au cours de l'année écoulée, le cessez-le-feu et la MINUAAH ont contribué à une réduction globale de la violence dans toute la province, ainsi qu'à la sécurité et au fonctionnement partiel des ports de la mer Rouge, ce qui a permis l'accueil et le déchargement des navires et créé les conditions qui ont ouvert la voie à une certaine activité économique et à un accès humanitaire. Nous attendons avec intérêt le renouvellement de la MINUAAH.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock de leurs exposés et des efforts inlassables qu'ils ont déployés au cours des dernières années. Puisqu'il s'agit du dernier exposé de M. Griffiths en cette qualité, je voudrais le remercier de tout cœur pour le travail remarquable qu'il a accompli dans des circonstances extrêmement difficiles, et lui souhaiter la bienvenue dans ses nouvelles fonctions au Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Je souhaite également accueillir chaleureusement parmi nous aujourd'hui M^{me} Najiba Al Naggar et la remercier de nous avoir fait part de ses importantes perspectives. Elle a montré qu'assurer une participation réelle des groupes de la société civile n'est pas seulement juste, c'est aussi avisé.

Nous sommes à la croisée des chemins. Les négociations sur le plan en quatre points se déroulent depuis plus d'un an. Malheureusement, les houthistes ont fait savoir qu'ils souhaitaient limiter l'accord à des mesures humanitaires, à savoir l'ouverture de l'aéroport de Sanaa et du port de Hodeïda avant toute négociation sur un cessez-le-feu. Nous soulignons, toutefois, qu'un cessez-le-feu national est en fait une mesure humanitaire. Nous sommes face à une crise anthropique, causée par le conflit armé. Selon le Programme alimentaire mondial, 400 000 enfants yéménites de moins de 5 ans risquent de mourir de faim en 2021, une tragédie impensable. Les houthistes porteront une très lourde responsabilité s'ils continuent d'ignorer les parties qui sont prêtes à la paix et de rejeter un accord de cessez-le-feu national. Cette occasion pourrait ne pas se représenter. Nous appelons toutes les parties à participer à des pourparlers sans conditions pour mettre fin aux souffrances du peuple yéménite.

Nous avons tous entendu de la bouche de M^{me} Al Naggar l'importance que revêt une participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité. La

Norvège continuera, comme nous l'avons fait à plusieurs reprises au Conseil, à plaider pour un processus politique inclusif. Les femmes et les groupes de la société civile du Yémen ont une expérience considérable en matière de négociation de trêves locales, de réouverture de routes et de libération de prisonniers. Pourtant, ils continuent de se heurter à des obstacles de taille qui les empêchent de réellement participer aux processus de paix et de sécurité, et ils font l'objet de harcèlement et d'intimidation. Nous devons permettre aux personnes les plus touchées par le conflit d'être au centre de l'élaboration des solutions. La participation ne doit pas être limitée à ceux qui recourent à la violence. Il existe d'autres groupes très influents au Yémen, notamment les partis politiques, les tribus et les autorités locales.

Les négociations doivent également s'attaquer aux causes profondes du conflit. Le processus doit être pris en charge et dirigé par les Yéménites, et les acteurs régionaux doivent jouer un rôle important. Dans cet esprit, nous sommes profondément préoccupés par les signes d'agitation et de déstabilisation croissantes dans le sud. Nous exhortons les acteurs régionaux ayant une influence sur les parties à en user pour trouver une solution.

Concernant le pétrolier *FSO SAFER* et les exigences croissantes des houthistes, il est clairement irréaliste de vouloir réparer le navire pour le rendre à nouveau opérationnel, compte tenu de son état de délabrement. Même si l'ONU pouvait réparer le navire, il faudrait d'abord l'inspecter pour en évaluer les besoins et l'état, puis s'entendre sur un accord mutuel. En tant que membres du Conseil, nous devons appeler les dirigeants houthistes à agir de manière responsable et à parvenir à un accord. Il est inacceptable de faire porter le chapeau à l'ONU. Compte tenu de l'urgence de la question, l'ONU doit se concentrer sur un plan d'urgence viable ainsi que sur d'autres solutions possibles dès que possible.

Il est alarmant de constater que la situation humanitaire continue de se détériorer. Le nombre de décès dus à la maladie à coronavirus (COVID-19) est clairement sous-déclaré, et il est urgent d'augmenter le nombre de doses de vaccin dans le nord. La pénurie de carburant continue également d'aggraver la situation. Les informations faisant état de graves violations du droit humanitaire, notamment à Mareb, se multiplient. Nous sommes particulièrement consternés d'apprendre que des enfants sont recrutés et utilisés ouvertement dans le conflit armé. La Norvège souhaiterait qu'une analyse détaillée à ce sujet soit fournie dans le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés. Comme d'autres, nous sommes profondément

préoccupés par les récentes attaques qui auraient été perpétrées à Mareb, faisant des morts parmi les civils, y compris des enfants.

Comme je l'ai indiqué précédemment, nous sommes à la croisée des chemins pour le peuple yéménite. Nous avons entendu ceux qui appellent à la paix, comme cela a été le cas ce matin. Nous espérons que le Conseil ajoutera également sa voix.

M. Raguttahalli (Inde) (*parle en anglais*) : Je me joins à mes collègues pour remercier l'Envoyé spécial Martin Griffiths des efforts qu'il déploie depuis plus de trois ans pour instaurer la paix au Yémen. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de travailler avec lui dans son nouveau rôle de Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. Je remercie également le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de son exposé ainsi que de son travail à la tête du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et lui souhaite plein succès dans ses activités futures. Je remercie en outre M^{me} Najiba Al Naggar de son exposé et d'avoir présenté le point de vue de la société civile à l'occasion de cette séance.

Les combats qui font rage dans plusieurs régions du Yémen, notamment les attaques constantes perpétrées par Ansar Allah à Mareb, compromettent les perspectives de paix dans le pays. Malgré d'intenses efforts diplomatiques régionaux et internationaux, notamment de la part de l'ONU, il n'a malheureusement pas encore été possible de réaliser une percée pour mettre fin aux hostilités. Chaque jour qui passe, le bilan humain du conflit, s'alourdit, en particulier parmi les enfants yéménites, comme on l'a vu récemment durant les attaques perpétrées dans la ville de Mareb.

Nous appelons toutes les parties au conflit au Yémen à prendre des mesures concrètes en vue d'une désescalade afin d'éviter de nouvelles souffrances au peuple yéménite. Il est évident qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit. La prolongation des hostilités n'est dans l'intérêt de personne, si ce n'est des groupes terroristes comme Al-Qaida, qui exploiteront la situation à leur profit, aggravant ainsi la situation humanitaire et l'insécurité.

Nous assistons également à une recrudescence des attaques menées depuis le Yémen contre les navires commerciaux naviguant dans la mer Rouge et le golfe d'Aden. L'Inde s'inquiète vivement de cette tendance, qui menace non seulement le passage en toute sécurité des navires commerciaux, mais également la sécurité maritime de toute la région. Nous condamnons en outre

les attaques transfrontalières contre les infrastructures civiles et énergétiques critiques en Arabie saoudite, qui compromettent la sécurité et la stabilité régionales. Une application stricte de l'embargo sur les armes, comme le prévoit la résolution 2216 (2015), et son contrôle effectif, sont nécessaires pour éliminer ces menaces à l'avenir.

Il est impossible de régler à long terme la crise humanitaire au Yémen sans mettre fin au conflit. Un cessez-le-feu à l'échelle nationale est le point de départ d'une cessation totale des hostilités et l'Inde appuie avec énergie tous les efforts visant à obtenir un tel cessez-le-feu.

Les restrictions qui entravent l'acheminement au Yémen des produits de base indispensables, ainsi que tous les obstacles à la circulation de l'aide humanitaire sur le territoire yéménite exacerbent eux aussi la crise humanitaire. Nous apprécions les récentes autorisations délivrées par le Gouvernement yéménite pour que les pétroliers puissent entrer dans le port de Hodeïda, ce qui atténuera la pression sur la disponibilité du carburant au Yémen. Il est urgent de trouver pour ce problème une solution durable qui permette également une bonne utilisation des recettes pétrolières.

Le plan de réponse humanitaire 2021 pour le Yémen n'est financé qu'à 43 %. Le manque de financement des organismes humanitaires entraînera bientôt la réduction, voire la fin, des opérations d'aide. Nous félicitons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de son appel d'urgence aux dons pour financer les lacunes que présente la livraison d'une aide essentielle, en particulier à l'intention des déplacés à Mareb et Jaouf. Cependant, il convient de trouver une solution plus durable, impliquant un financement soutenu des donateurs, pour permettre la poursuite d'opérations humanitaires salvatrices.

La question du pétrolier *FSO SAFER* n'est toujours pas réglée, et nous exhortons Ansar Allah à permettre l'accès rapide et la facilitation dont a besoin l'équipe des Nations Unies pour inspecter le navire et effectuer les réparations nécessaires sans plus tarder.

Un règlement pacifique du conflit au Yémen dépend de la volonté politique des parties au conflit elles-mêmes. Les pays de la région ont un rôle majeur à jouer pour inciter les parties yéménites à cesser les combats et à poursuivre des initiatives propices à la paix et la réconciliation. La mise en œuvre intégrale des accords de Riyad et de Stockholm contribuera également à la stabilité et à la paix au Yémen.

Le Conseil de sécurité doit envoyer un signal fort et clair sur la nécessité de cesser la violence et d'entamer des négociations politiques. L'Inde est pleinement favorable à un processus politique dirigé et pris en main par les Yéménites, et auquel les femmes participent concrètement, aux fins de parvenir à un règlement sans exclusive du conflit dans le cadre de négociations pacifiques.

M. Abarry (Niger) : Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour leurs exposés sur la situation qui prévaut au Yémen. Mes remerciements vont également à M^{me} Najiba Al Naggar(/) pour son témoignage poignant. Son combat, à l'image de celui de sa compatriote Shaikha Saida, s'inscrit dans la riche histoire de lutte menée par les femmes yéménites. Je salue la présence de l'Ambassadeur Ali Fadhel Al-Saadi à la présente séance.

En six ans de conflit au Yémen, nous avons eu des moments d'espoir quant à la perspective d'un règlement de la crise, moments d'espoir malheureusement souvent de courte durée. La signature des Accords de Stockholm, celui de Riyad et les échanges de prisonniers en octobre 2020 nous ont fait croire, en leur temps, à un sursaut patriotique des parties yéménites pour faire avancer le processus politique visant à mettre fin à ce conflit. Hélas, ces signes d'espoir se sont vite estompés, aussitôt qu'ils sont apparus, avec la reprise des hostilités, démontrant ainsi que les parties croient à la victoire militaire plutôt qu'à une solution politique négociée.

Si la main tendue de la Coalition en appui à la légitimité au Yémen, ainsi que la forte mobilisation diplomatique au plan régional et international, constituent un réel motif de continuer à croire à une revitalisation des pourparlers de paix, les récentes attaques, au moyen de missiles balistiques et de drones piégés ayant pris pour cible une station d'essence à Mareb, sont, quant à elles, très regrettables.

Le Niger condamne avec la plus grande fermeté ces attaques qui ont causé la mort tragique de plus d'une dizaine de personnes, dont une fillette, et occasionné de nombreux blessés, ainsi que l'ensemble des crimes odieux perpétrés au Yémen contre des populations civiles. Ces violences sont inacceptables et contraires au droit international humanitaire ; elles contrarient fortement les efforts déployés pour relancer le processus politique au Yémen, et doivent cesser immédiatement.

Nous appelons les houthistes à mettre fin à leur offensive sur Mareb et à donner suite aux propositions de cessez-le-feu de la Coalition. Ma délégation reste

convaincue que la solution définitive et durable à la crise au Yémen passe inévitablement par le dialogue. Nous appelons les houthistes et le Gouvernement à donner suite aux propositions de l'Envoyé spécial Griffiths.

Nous appelons la communauté internationale et les acteurs régionaux, ainsi que les membres du Conseil, à continuer à exercer la pression nécessaire en vue de faire aboutir, dans un meilleur délai, les discussions pour un cessez-le-feu qui permettra d'arrêter cette tragédie, qui n'a que trop duré, dans ce pays. Il est tout aussi crucial de continuer à œuvrer pour la levée des blocus qui participent à la détérioration de la situation humanitaire, ainsi que des conditions de vie déjà difficiles pour les populations du Yémen.

Pendant que la guerre se prolonge, la situation humanitaire au Yémen continue de se dégrader, atteignant aujourd'hui des proportions insoutenables pour les populations, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), du déficit de financement des programmes d'assistance, de la poursuite des combats dans le pays, ainsi que de l'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, plus de 50 000 personnes vivent déjà dans des conditions proches de la famine et 5 millions de personnes sont toujours exposées au même risque. Les distributions des rations alimentaires, qui assurent la survie de milliers de Yéménites, ne peuvent se maintenir à un rythme régulier sans un financement durable et prévisible. La levée des obstructions liées à l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays, notamment à travers le port de Hodeïda et l'aéroport de Sanaa, demeure cruciale pour éviter au Yémen de sombrer dans une famine à grande échelle.

S'agissant de la situation du pétrolier *FSO SAFER*, ma délégation regrette que les équipes des Nations Unies n'aient toujours pas obtenu les garanties de sécurité nécessaires pour l'accès au pétrolier. L'absence de réponse des houthistes aux multiples demandes des Nations Unies retarde le démarrage des travaux d'inspection du navire et nous rapproche de façon inexorable du scénario d'une marée noire ou de l'explosion du navire. L'état actuel du *FSO SAFER*, ainsi que les graves risques qu'il implique, exigent des mesures urgentes pour prévenir cette catastrophe.

Pour conclure, je voudrais adresser à M. Martin Griffiths et à M. Mark Lowcock notre sentiment de reconnaissance en ce moment où ils se préparent à quitter leurs fonctions. Ils peuvent être assurés que leurs efforts auront grandement contribué à avancer la cause de la paix au Yémen.

M. Geng Shuang (Chine) (parle en chinois) : Je tiens à remercier les intervenants de leurs exposés. La guerre au Yémen fait rage depuis six ans. Selon les estimations de la Banque mondiale, les nombreuses années de guerre ont gravement endommagé les infrastructures des grandes villes du Yémen, causant des pertes comprises entre 6,9 et 8,5 milliards de dollars et plaçant le Yémen au quatrième rang des pays comptant le plus de déplacés.

Le Yémen est l'un des principaux berceaux des civilisations arabe et islamique. Le voir souffrir d'un tel traumatisme dû au conflit est véritablement déchirant.

En tenant compte des exposés précédents, je voudrais faire les observations suivantes.

Les hostilités doivent cesser immédiatement et les conditions de sécurité nécessaires au processus de paix doivent être instaurées au Yémen. L'offensive sur Mareb a entraîné un grand nombre de victimes civiles et de déplacements. Dans les provinces de Hodeïda et de Jaouf, on a assisté récemment à une escalade des hostilités entre les deux parties, ce qui suscite de fortes préoccupations.

La situation sur le terrain montre clairement qu'aucune des parties au conflit ne peut parvenir à une victoire totale, et la persistance du conflit ne fait qu'accroître le nombre de victimes civiles dans chaque groupe ethnique. La Chine appelle les parties au conflit au Yémen à tenir compte de l'appel de la communauté internationale à cesser immédiatement les hostilités et la violence, afin d'éviter de nuire davantage aux civils innocents.

La Chine condamne toutes les attaques prenant pour cible les civils ou les infrastructures civiles, notamment les stations service, les zones résidentielles et les mosquées. Nous exhortons toutes les parties au conflit à honorer leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à protéger les civils, en particulier les femmes, les enfants et les autres groupes vulnérables, mais aussi à mobiliser toutes les parties prenantes afin de promouvoir la paix et le dialogue et à faciliter le lancement de négociations politiques par les parties yéménites.

L'Envoyé spécial Griffiths s'est fréquemment rendu à Riyad, Muscat, Sanaa et Téhéran et a consulté les parties concernées par l'initiative de paix yéménite. La Chine salue les efforts de l'Envoyé spécial. Les pays de la région, notamment Oman et le Koweït, continuent de collaborer avec les parties yéménites. La réunion du Conseil ministériel du Conseil de coopération du

Golfe prévue cette semaine consacra ses délibérations au Yémen. La Chine appuie les efforts des pays de la région du Golfe visant à apaiser les tensions régionales, et espère que ces efforts permettront de créer une dynamique positive en vue d'apporter une solution politique à la question du Yémen. Les parties au conflit au Yémen doivent répondre aux efforts des pays de la région et de la communauté internationale et reprendre les négociations politiques dans les plus brefs délais.

À cet égard, la Chine salue la volonté politique manifestée par le Gouvernement yéménite, défend une approche centrée sur la population et n'épargne aucun effort pour atténuer la crise humanitaire au Yémen. Le peuple yéménite est confronté à de multiples crises, à savoir la faim, une pandémie, des pénuries de carburant et la dévaluation de la monnaie. La communauté internationale a l'obligation de fournir une aide pour sauver des vies. Récemment, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale ont augmenté leur aide humanitaire au Yémen. Nous espérons que ces mesures d'urgence permettront d'atténuer la souffrance de la population du pays.

La Chine se félicite que le Gouvernement yéménite ait autorisé l'accès de plusieurs pétroliers commerciaux au port de Hodeïda, et se réjouit de la fourniture de produits pétroliers au Yémen par l'Arabie saoudite. La Chine continuera aussi de fournir une aide humanitaire en fonction des besoins du peuple yéménite. Nous demandons instamment aux parties au conflit de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave et des importations commerciales sans restriction.

S'agissant du pétrolier *FSO SAFER*, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information sur cette question en début de mois (voir S/PV.8786) et a publié un communiqué de presse. La Chine exhorte une fois de plus les houthistes à autoriser le plus rapidement possible l'accès de l'équipe technique des Nations Unies pour éviter une catastrophe et maintenir la sûreté régionale et environnementale ainsi que la sécurité des voies de navigation internationales.

Enfin, je tiens à féliciter l'Envoyé spécial Griffiths de sa nomination au poste de Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. Nous avons hâte de collaborer avec lui en sa nouvelle qualité sur les questions humanitaires, notamment la question du Yémen. Je tiens également à remercier et à féliciter le Secrétaire général adjoint Lowcock pour

ses efforts remarquables, pour avoir contribué pendant plusieurs années à atténuer les problèmes humanitaires mondiaux et pour ses réalisations importantes. Nous lui adressons tous nos meilleurs vœux.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je remercie l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, pour leurs exposés. Je tiens moi aussi à les remercier pour leurs efforts inlassables sur ce dossier tout au long de leurs mandats et à leur souhaiter tout le meilleur dans leurs nouvelles missions.

Les houthistes doivent faire la paix au Yémen. Nous saluons les récentes déclarations de la Coalition, ainsi que l'initiative de paix pour le Yémen qui a été présentée en mars par l'Arabie saoudite. Nous saluons également tous les efforts de l'Envoyé spécial, ainsi que ceux des États-Unis et d'Oman pour parvenir à une solution politique.

Les houthistes doivent renoncer à l'option militaire. Elle ne fait qu'aggraver les souffrances du peuple yéménite. Ce sont les civils, dont les enfants, qui en paient le prix, notamment à Mareb. Cela doit cesser. Les houthistes doivent également cesser leurs attaques contre le territoire saoudien.

Je souhaiterais à cet égard demander à nouveau la pleine mise en œuvre des conclusions du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Les enfants yéménites subissent depuis des années les six violations graves qui ont été définies par le Conseil. Ils représentent un quart des victimes civiles dans le pays au cours des trois dernières années. C'est inhumain. Nous condamnons le recrutement et l'utilisation massifs d'enfants par les houthistes à Mareb. Nous demandons aux houthistes d'y mettre fin.

Nous leurs demandons aussi de donner à l'ONU immédiatement et sans préconditions l'accès au pétrolier *FSO SAFER*, qui représente un risque écologique, économique et humanitaire majeur pour le pays et l'ensemble de la région.

Nous leurs demandons de choisir la voie de la négociation, sans quoi le Conseil devra envisager les mesures qui s'imposent. Ils doivent poursuivre leurs échanges avec Oman. Ils doivent s'engager dans un dialogue constructif avec l'Envoyé spécial en vue d'un accord dont les paramètres sont parfaitement connus : il s'agit de la conclusion et du respect dans la durée d'un cessez-le-feu à l'échelle du pays. Ce cessez-le-feu pourrait intervenir en même temps que la réouverture du port de Hodeïda et de l'aéroport de Sanaa et la reprise des

discussions sur les contours d'une solution politique. Cette solution doit inclure les différentes parties yéménites, elle doit permettre la participation significative des femmes et des jeunes yéménites. Seule cette solution politique mettra durablement un terme au conflit.

Nous devons aussi tout faire pour alléger les souffrances de la population yéménite dans l'immédiat, notamment des plus de 4 millions de personnes déplacées. Le risque de famine à grande échelle s'accroît chaque jour. Nous avons une responsabilité collective et un devoir moral d'éviter une tragédie humanitaire.

Tout doit également être fait pour accélérer la campagne de vaccination contre la maladie à coronavirus et permettre un accès équitable à ce vaccin.

Dans ce contexte, il est plus que jamais indispensable de garantir un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave à l'ensemble des personnes dans le besoin, particulièrement dans les zones contrôlées par les houthistes. Nous ne le répéterons jamais assez : la protection des civils, y compris des personnels humanitaires et médicaux, doit rester un impératif absolu. Les violations du droit international humanitaire à cet égard ne resteront pas impunies.

La paix au Yémen est possible. Les houthistes doivent saisir cette opportunité de cesser d'être le problème et de devenir partie à la solution. Ils doivent agir enfin comme un acteur responsable devant un peuple qui n'a que trop souffert. La France restera pleinement mobilisée pour mettre un terme à ces souffrances et en faveur du dialogue et de la désescalade dans la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Estonie.

Je remercie l'Envoyé spécial Griffiths le Secrétaire général adjoint Lowcock et M^{me} Al Naggar de leurs exposés. Je tiens à remercier M. Griffiths de ses efforts inlassables et de son dévouement dans la recherche d'une solution pacifique au conflit au Yémen. Je lui souhaite plein succès dans son nouveau poste. Je salue également les efforts déployés par M. Lowcock pour améliorer la situation humanitaire au Yémen, puisqu'il a présenté pour la dernière fois au Conseil de sécurité un exposé sur cette question en sa qualité actuelle.

Même si l'on constate une baisse relative de l'intensité des combats, il est déplorable que les hostilités se poursuivent et continuent de faire des victimes civiles, en particulier compte tenu de tous les efforts consentis

pour parvenir à un cessez-le-feu, que plusieurs acteurs internationaux et régionaux ont soutenus. Nous appelons de nouveau toutes les parties à mettre immédiatement fin aux hostilités, notamment l'assaut des houthistes contre Mareb et les attaques transfrontalières visant le territoire de l'Arabie saoudite. Les parties doivent se montrer ouvertes au compromis et accepter un cessez-le-feu national et durable afin d'avancer dans le cadre d'un processus politique inclusif. Nous espérons que les efforts régionaux se poursuivront en étroite coopération avec celui ou celle qui remplacera l'Envoyé spécial, lorsqu'il ou elle prendra ses fonctions.

Nous avons pris bonne note des observations de M^{me} Al Naggar. Nous considérons comme essentiels la participation pleine, égale et véritable des femmes, sans crainte de violence ou de représailles, aux efforts de paix, et le rôle des femmes dans l'action humanitaire.

Une plus grande attention devrait être accordée à la vulnérabilité des femmes et des enfants aux risques en matière de protection liés à l'aggravation des conditions économiques et humanitaires. Il est également inquiétant que les enfants continuent d'être particulièrement touchés par les hostilités, puisqu'au cours des trois dernières années, les enfants représentaient le quart des victimes civiles au Yémen.

Nous rappelons à toutes les parties qu'elles ont le devoir d'honorer leurs obligations en vertu du droit international, du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous demandons également que les responsabilités soient établies pour les violations présumées. Nous engageons le Gouvernement yéménite et les houthistes à accorder au Groupe d'éminents experts l'accès au Yémen.

Pour terminer, nous nous félicitons de la tenue de la troisième réunion des dirigeants le 1^{er} juin, qui a appelé l'attention sur les problèmes humanitaires croissants auxquels sont confrontés les Yéménites. Nous appuyons pleinement les appels tendant à ce qu'un accès sans entrave soit assuré aux acteurs humanitaires, ainsi que la nécessité de trouver un accord à long terme sur l'importation de carburant et d'intrants commerciaux par le port de Hodeïda.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Mark Lowcock de son exposé et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je remercie

également M. Martin Griffiths de son exposé. Puisqu'il nous quitte, je tiens à lui exprimer mes remerciements et ma reconnaissance pour tous ses efforts. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec lui dans le cadre de ses nouvelles fonctions, et lui souhaitons plein succès. Je remercie également ma chère sœur, M^{me} Najiba Al Naggar, de son exposé. Nous espérons qu'elle mentionnerait les violations commises envers les femmes yéménites vivant dans les zones contrôlées par les milices houthistes, où les femmes sont victimes de violences sexuelles, de détentions arbitraires et de torture. Elle n'a mentionné que la question du *mahram*.

Depuis plus de six ans, le peuple yéménite souffre du coup porté par les houthistes à l'État, aux autorités légitimes et aux aspirations et choix de notre peuple. Le conflit a fait payer un lourd tribut à notre nation et à la communauté yéménite dans son ensemble. La souffrance humaine des Yéménites est la pire crise humanitaire au monde. Le conflit a douloureusement affecté les conditions économiques et sociales et les conditions de vie de la population, qui doit subir les répercussions de cette crise causée par la guerre injuste menée par ces milices.

Le Gouvernement yéménite réitère son plein appui à l'initiative actuelle visant à mettre fin au conflit, ainsi que son soutien à tous les efforts de l'ONU menés par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial Griffiths et à l'action menée par l'Administration des États-Unis par l'intermédiaire de son Envoyé spécial, M. Tim Lenderking. Nous saluons également la récente initiative du Royaume frère d'Arabie saoudite visant à mettre fin à la crise yéménite.

Nous apprécions en outre le rôle du Sultanat d'Oman, pays frère, qui se fonde sur un cessez-le-feu global, étape humanitaire essentielle pour régler tous les problèmes d'ordre humanitaire et économique, notamment la réouverture de l'aéroport de Sanaa, la facilitation de l'accès aux dérivés du pétrole par les ports de Hodeïda dans le cadre de l'Accord de Stockholm et la reprise du processus de paix pour mettre fin à la guerre.

Le Gouvernement s'est par ailleurs déclaré favorable à ces propositions et à tous les efforts diplomatiques et politiques. Nous avons fait preuve d'une grande souplesse et proposé une série de compromis afin d'épargner le sang yéménite et de mettre fin aux souffrances des Yéménites en vue de parvenir à une paix globale et durable fondée sur les paramètres de la solution politique, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en

œuvre, les textes issus de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

Alors que le Gouvernement yéménite a salué et soutenu ces efforts en vue de parvenir à une paix globale et inclusive et à la réconciliation nationale, les milices houthistes ont répondu à cette attitude positive par une nouvelle escalade et des attaques brutales contre la ville de Mareb, qui accueille désormais la plus grande concentration de personnes déplacées et continue de subir des attaques menées au moyen de missiles balistiques, de drones et d'autres armes lourdes.

En outre, des cibles civiles ont été visées dans le Royaume frère d'Arabie saoudite. Les houthistes ont refusé la proposition de cessez-le-feu global formulée par le Secrétaire général et saluée par le Gouvernement yéménite et la Coalition. Cette escalade reflète le comportement criminel et terroriste de ces milices et leur allégeance au régime iranien, qui vise à créer le chaos et à alimenter les guerres et les crises. Leurs actions prouvent leur détermination à saboter les efforts déployés ces derniers mois par la communauté internationale et le Conseil de sécurité pour mettre fin à la guerre et aux souffrances du peuple yéménite.

Le Gouvernement yéménite tient les houthistes pour entièrement responsables de l'obstruction de ces efforts de paix et de la poursuite de cette guerre insensée. Cependant, nous continuerons à tendre la main en signe de paix, car nous pensons que le grand peuple yéménite mérite de vivre dans la sécurité, la paix, la stabilité et la prospérité.

Je pense maintenant au corps carbonisé de la fillette de 5 ans, victime des missiles balistiques lancés par les houthistes sur une station-service à Mareb alors que des dizaines de voitures attendaient de faire le plein, une attaque qui a coûté la vie à 21 civils, dont des enfants et des femmes. Je m'excuse de montrer la photo du corps carbonisé de la fillette innocente tuée dans cette attaque.

Ces crimes témoignent des atrocités brutales commises par les milices houthistes et constituent une extension de leurs attaques intentionnelles contre des quartiers résidentiels et des camps de déplacés à Mareb. Elles cherchent à tuer autant de civils que possible, dans le but évident de saboter tous les efforts visant à mettre fin à la guerre.

L'attaque des houthistes contre Mareb ne doit pas faire oublier la situation atroce dans d'autres villes yéménites, notamment Taëz et Hodeïda, qui étaient toutes deux incluses dans l'Accord de Stockholm de 2018. Taëz a

subi plus de six années de siège par les houthistes, et ses habitants ne peuvent pas se déplacer librement et ont du mal à satisfaire leurs besoins essentiels. À Hodeïda, le port reçoit environ 80 % de l'aide humanitaire, et la situation humanitaire y est pire qu'avant l'adoption de l'Accord de Stockholm. La situation militaire et en matière de sécurité s'est considérablement détériorée, et les houthistes exploitent la ville pour fabriquer des mines et lancer des drones et des bateaux chargés de bombes afin de prolonger la guerre et de menacer la sécurité et la stabilité du Yémen et de la région ainsi que la navigation maritime.

Les milices ont également profité à mauvais escient de l'Accord pour consolider leurs forces et attaquer les provinces de Mareb et de Jaouf et pour imposer des restrictions à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH). Le Gouvernement yéménite réitère une fois de plus la nécessité de transférer la MINUAAH dans une zone hors du contrôle des houthistes afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat, notamment en enquêtant sur le meurtre du colonel Mohammed Slahi de l'équipe gouvernementale.

Le Gouvernement yéménite s'attaque à tous les défis et à toutes les difficultés qui ont découlé de cette guerre, que nous n'avons pas choisie. Nous apprécions les efforts déployés par l'ONU et les partenaires internationaux pour atténuer les souffrances du Yémen malgré le manque de financement du plan de réponse humanitaire.

Nous prions la communauté internationale de maintenir son appui généreux afin qu'il soit remédié aux difficultés d'ordre humanitaire et économique au Yémen en soutenant les plans et programmes du Gouvernement en vue de répondre aux besoins fondamentaux des citoyens et de mettre en œuvre des projets de développement. Il faut également mettre en place un mécanisme pour gérer les fonds des donateurs destinés aux efforts de secours au Yémen par l'intermédiaire de la Banque centrale yéménite. Cela contribuerait à stabiliser le cours de la monnaie nationale et à soutenir l'économie nationale.

Les milices houthistes continuent de recruter des milliers d'enfants dans les zones se trouvant sous leur contrôle. Ils les expulsent de force de leurs maisons et de leurs écoles pour les envoyer à la mort sur les différentes lignes de front. Ils ont créé de prétendues colonies de vacances pour inculquer à des milliers d'enfants une culture de haine et de terrorisme. Nous appelons la communauté internationale à sortir de son silence et à prendre conscience

de l'ampleur de cette crise et de ces crimes qui menacent le présent et l'avenir des enfants yéménites dans les zones contrôlées par les houthistes. Nous lui demandons d'agir pour mettre un terme à ces violations flagrantes et sans précédent de toutes les lois et conventions internationales relatives aux droits des enfants.

L'expérience et les dialogues précédents avec les milices houthistes confirment qu'elles ne comprennent pas le langage du dialogue et se moquent des appels lancés par la communauté internationale et le Conseil de sécurité pour éviter la catastrophe environnementale, économique et humanitaire qui risque de se produire si le pétrolier *FSO SAFER* venait à exploser, à couler ou à connaître une fuite. Au cours des dernières années et des derniers mois, ces milices ont saboté tous les efforts déployés par l'ONU pour permettre à une équipe d'inspection d'évaluer les dégâts et de réparer et vider le pétrolier. Elles ont manqué à leurs engagements à plusieurs reprises et continuent d'instrumentaliser cette question à des fins de négociation ou de chantage.

Le Conseil de sécurité a un rôle important à jouer et une grande responsabilité pour prévenir cette catastrophe imminente, qui détruirait les écosystèmes de la mer Rouge, entraînerait l'effondrement du secteur de la pêche, polluerait les eaux souterraines et aurait des conséquences négatives sur l'économie et le transport maritime mondiaux. Nous appelons une nouvelle fois le Conseil à exercer une pression maximale sur les houthistes pour éviter une catastrophe qui serait la pire de l'histoire et toucherait des millions de personnes. Le Yémen, la région et le monde entier en paieraient le prix pendant des générations.

En conclusion, le moment est venu de faire taire les armes et de sonner les cloches de la paix. Le moment est venu pour les milices houthistes de saisir l'occasion qui se présente de rétablir la paix en répondant favorablement aux initiatives régionales, internationales et de l'ONU visant à mettre fin à la guerre. Les houthistes doivent s'asseoir à la table des négociations, donner la priorité aux intérêts du peuple yéménite et mettre fin à ce conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur ma liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 12 h 10.